



# AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Mars 2011 - volume 27 n°1



## Jeunes et agriculteurs



Agriculture durable à faibles apports externes  
VOL. 27.1 - Mars 2011  
AGRIDAPE est l'édition régionale  
Afrique francophone des magazines  
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique  
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE  
IED Afrique  
24, Sacré Coeur III - Dakar  
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal  
Téléphone : +221 33 867 10 58  
Fax : +221 33 867 10 59  
E-mail : agridape@orange.sn  
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,  
Awa Faly Ba Mbow, Maké Dangnokho

A contribué à ce numéro :  
El Hadj Malick Cissé

Administration :  
Maimouna Dieng Lagnane  
Touty Guèye Diop

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :  
Imprimerie Graphi plus  
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale  
LEISA Magazine  
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,  
The Netherlands  
Tél. : +31 33 467 38 70  
Fax : +31 33 463 24 10  
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise  
CBIK, 3rd Floor, Building A  
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming  
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole  
La revista de agro-ecologia  
Asociación ETC Andes, AP:18-0745,  
Lima 18, Pérou  
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne  
LEISA India  
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore  
560 085, Inde  
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

# S O M M A I R E

## 4 Editorial

## 6 Agriculture durable et systèmes alimentaires locaux : perceptions des jeunes

Anne Laura SANAGORSKI

## 8 Faire de l'agriculture, une nouvelle passion chez les jeunes

Miriama BROWN, Marita MANLEY, Vikash KUMAR et Danny HUNTER

## 11 Un programme éducatif par les connaissances et compétences traditionnelles

Irene TORRES

## 13 Les TIC une opportunité pour les jeunes dans l'agriculture

Anthony MUGO Mireille VERMEULEN

## 16 Quand les jeunes mettent les TIC au service du développement agricole et rural

Thérèse Burke

## 18 Les agricultures péri urbaines au profit des jeunes : entre programmes et imagination personnelle, que faire ?

Félix Meutchiye

## 21 Promotion de l'agriculture et lutte contre l'exode rural : la ferme de lokouzoun et de willy

LOVESSE Patrice

## 23 De la petite délinquance aux parcelles maraîchères: les jeunes en difficulté du delta du Niger apprennent le maraîchage de saison sèche

Irene Jumbo-ibeakuzie et Jerus Uvieghara

## 25 Des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie contre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire

Francesca Dalla Valle Peter Wobts

## 28 Sites web

## 29 Bibliographie

## 31 AGRIDAPE Infos

## 13 Les TIC une opportunité pour les jeunes dans l'agriculture

Anthony MUGO et Mireille VERMEULEN

La communication est au cœur de toutes les activités humaines. Une agriculture moderne passe impérativement par l'utilisation accrue des Technologies de l'Information et de la Communication communément appelées TIC. La radio a été toujours le support de communication privilégié en Afrique.

Mais, depuis quelques années, les agriculteurs africains notamment les jeunes ont commencé à utiliser l'Internet, le téléphone mobile, le multimédia visuel comme la photographie et la vidéo dans leurs activités agricoles.

Au Kenya, le Réseau d'information sur les terres arides (RITA-ALIN) et à travers la mise en place des centres Maarifa est devenu un acteur clé pour l'accès à l'information.

## UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

**AgriCultureS** est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet ([www.iedafrique.org](http://www.iedafrique.org)).

#### Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kojeng 22,  
Den Pasar 80234  
Bali Indonésie  
E-mail : leisa@indo.net.id

#### Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020  
E-mail : paulo@aspta.org.br

#### Sites Web

<http://www.leisa.info>  
<http://www.iedafrique.org>  
<http://agridape.leisa.info>

#### Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à [agridape@orange.sn](mailto:agridape@orange.sn)

#### Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSJ

#### Photo de couverture :

L'enfant aux oignons - Konny Niger

#### Source :

Malene wiinblad

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



## 18 Les agricultures péri urbaines au profit des jeunes : entre programmes et imagination personnelle, que faire ?

Félix MEUTCHIEYE

Le taux de chômage avoisine 70 % au Cameroun surtout dans les zones rurales. Né 1984 au petit village de Fongo-Ndeng dans la région de Dschang (Ouest du Cameroun), Jean Marie Tonleu TSOMO a le «parcours atypique d'un jeune ambitieux». En 1990 ses parents sont venus vivre aux environs de la ville de Dschang où ils ont acquis une ferme. Suite au décès de sa maman laissant derrière elle un père malade, Jean Marie a vu son destin basculer dans l'agriculture au détriment de l'école. Son unique sœur cadette continue ses études grâce à lui. C'est dans ce contexte que leur papa aussi tire sa révérence. A travers une petite entreprise agricole «j'ai voulu trouver ma place dans la communauté autour de moi». Aujourd'hui, les produits notamment les poulets de Jean Marie s'arrachent en vente directe à la ferme ou à travers un nombre précis d'intermédiaires.



## 21 Promotion de l'agriculture et lutte contre l'exode rural : la ferme de Lokouzoun et de Willy

Lovesse Patrice

80% des béninois travaillent dans le secteur agricole. Nombreux sont les jeunes ruraux qui ont déserté l'école faute de moyens financiers ou de motivation. Confrontés au chômage, ces jeunes désœuvrés s'expatrient dans les villes de Cotonou ou Porto Novo. C'est dans ce contexte qu'une ferme-école de 40 ha a été créée à Willy (120 km de Cotonou) en 1993 par le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA), avec l'appui d'un de ses partenaires, Evangelischer Entwicklungsdienst Deutch. Aujourd'hui, Les résultats sont encourageants.

La ferme-école de Willy a formé 95 jeunes aux techniques agricoles dont 20 en production végétale et 75 en production animale. «La ferme école aura permis de contribuer à la dimension sociale du développement du pays en renforçant les capacités de jeunes agriculteurs et en créant des pools de compétences et de spécialisations», soutient l'auteur de l'article.

### Chères lectrices, chers lecteurs,

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les jeunes constituent, incontestablement, l'avenir d'une nation. En Afrique, plus de 50 % de la population a moins de 30 ans. Peut-on envisager un développement durable dans ce continent sans une forte mobilisation des jeunes ? D'ailleurs, 70 % de la population active en Afrique travaille dans l'agriculture.

AGRIDAPE considère que la jeunesse pourrait bien être le moteur de la prospérité économique à travers une bonne politique agricole. Car, l'objectif à court terme est l'amélioration de la capacité de production des agriculteurs notamment les jeunes, le renforcement de la productivité, de la compétitivité, de la diversification et l'accroissement de la valeur ajoutée.

A moyen terme, l'objectif est d'assurer l'autosuffisance alimentaire par une production locale diversifiée et compétitive capable de couvrir les besoins des populations et de promouvoir les revenus agricoles. Mieux, l'agriculture reste un grand secteur pourvoyeur d'emplois pour lutter contre le chômage et l'exode rural.

La lecture de ce numéro permettra aux acteurs de s'inspirer des bonnes pratiques, notamment l'utilisation de plus en plus accrue des Technologies de l'information et de la communication (Tic), des mesures incitatives pour une plus grande implication des jeunes, de certains programmes et projets pour une agriculture moderne et compétitive...

Bonne lecture.... !



Récolte des oignons rouges du Niger

*L'Afrique subsaharienne n'a pas encore effectué sa transition démographique. Ainsi, la population rurale reste toujours majoritaire même si avec le rythme de croissance urbaine actuelle, plus de la moitié de la population du continent vivra dans les villes bien avant la fin de la première moitié de ce siècle. Cette population reste majoritairement jeune car on estime qu'elle est constituée à 70% par des personnes âgées de moins de 30 ans. Ces dernières aspirent à trouver du travail décent en ville ou dans les campagnes. Mais la réalité est que les opportunités de travail restent très faibles surtout en ville où plus de 60% des chômeurs en Afrique ont entre 14 et 25 ans.*

Avec un taux de croissance élevé de la population, chaque année, plusieurs millions de jeunes arrivent sur le marché du travail. Au Sénégal, une étude récente de l'Initiative Prospective Agricole et Rurale révèle qu'il y a environ 200.000 nouveaux demandeurs d'emplois chaque année, composés essentiellement de jeunes alors que la capacité d'offre du marché de l'emploi ne dépasse pas 20.000 emplois. En milieu rural, cette croissance rapide de la population pose plusieurs défis parmi lesquels une très forte pression sur la terre et les ressources naturelles de façon générale ; ce qui se traduit par une réduction continue des superficies cultivées par actif (elle est passée de 1 ha environ en 1960 à 0,45ha aujourd'hui au Sénégal), une baisse tendancielle des

rendements du fait d'une surexploitation du potentiel des sols combinée à un accès de plus en plus difficile aux intrants. A ces facteurs viennent s'ajouter d'autres ayant surtout trait aux changements climatiques.

### La question du foncier

Dans un tel contexte, la compétition pour l'accès aux ressources nécessaires joue généralement en défaveur des jeunes qui sont le plus souvent confinés dans les terres les plus marginales. La situation est même plus grave pour les jeunes filles. Cette situation est aggravée par la quasi impossibilité pour les jeunes d'accéder aux services financiers et aux circuits commerciaux. Face à ces contraintes, ces jeunes développent des stratégies de diversification dont la plupart, à défaut de valoriser des opportunités économiques en milieu rural, portent souvent sur des solutions qui les éloignent de plus en plus du secteur agricole. C'est le cas de beaucoup de jeunes ayant choisi la migration de longue durée ou la reconversion vers d'autres métiers moins précaires.

Ainsi, cette apparente désaffection du milieu rural par les jeunes découle du fait que les aspirations de ces derniers ne sont pas suffisamment prises en compte par le secteur agricole tel qu'il fonctionne actuellement. Cette situation pousse certains analystes à parler de « dé-ruralisation » ; mais la réalité est que le développement économique de l'Afrique sub-saharienne passera nécessairement par le développement du secteur agricole. En effet, pour relever le défi de l'autosuffisance alimentaire afin de faire face à la demande d'une population urbaine en forte croissance, des transformations importantes seront nécessaires pour améliorer la performance du secteur agricole en Afrique. Toutefois, on ne peut envisager ces transformations sans repenser le rôle et la place des jeunes qui devront assurer la relève.

### Implication des jeunes

Le contexte actuel est particulièrement favorable à la remobilisation des différents acteurs. Il s'y ajoute que, la crise alimentaire de 2007 a remis au goût du jour, l'urgence de replacer l'agriculture au centre des politiques économiques. Plusieurs initiatives sont actuellement prises aux plans international, régional et national pour développer le secteur agricole. L'augmentation des investissements en faveur de ce

secteur pourra contribuer à le rendre plus attractif pour les jeunes à travers la création d'emplois. Dans cette perspective, les politiques agricoles à mettre en place doivent mettre l'accent sur un certain nombre d'axes.

Sécuriser l'accès des jeunes à la terre demeure une des plus grandes priorités si on veut leur faire jouer un rôle de tout premier plan dans le développement agricole en Afrique. La plupart des législations sur le foncier en Afrique ne comportent pas de dispositions spécifiques concernant la sécurisation des droits fonciers des jeunes.

Ensuite, il est essentiel que le processus de formulation des politiques agricoles soit inclusif et prend en compte les perceptions et les besoins de jeunes. Ces derniers ont une vision et des besoins spécifiques qui doivent être clairement identifiés et pris en compte dans les politiques et programmes de développement agricole. Beaucoup de jeunes sont inquiets de la dégradation continue des ressources naturelles accentuée par des pratiques agricoles peu durables et qui constituent des menaces sérieuses pour leur avenir qui devrait dépendre de l'agriculture. Leur participation dans la formulation et la mise en œuvre des politiques agricoles leur permettra de devenir des acteurs de premier plan dans la prise en charge des problèmes. Mais, elle leur donnera également l'occasion de s'interroger sur leurs propres pratiques et modèles de consommation afin de rendre ces derniers plus en adéquation avec le souci de préserver l'environnement. Cela passera par une mise en évidence des liens étroits entre alimentation et agriculture afin de leur montrer qu'une agriculture durable dépend également de l'adoption de modèles de consommation durables (Sanagorski P.6 et Brown P.8).

Par conséquent, la construction d'une vision de l'agriculture africaine dans les 50 ou 100 prochaines années ne doit pas être accaparée par les seuls décideurs politiques ; elle doit refléter le type de société dans laquelle les jeunes voudront construire.

## Valoriser les métiers agricoles

En outre, les programmes d'éducation et de formation doivent être mieux adaptés afin que l'école devienne un creuset essentiel non seulement pour créer des vocations mais également pour projeter une image plus positive de l'agriculture. En effet, l'école doit contribuer à déconstruire, auprès des enfants à bas âge surtout, l'idée selon laquelle, être agriculteur est un métier par défaut, qui est réservé uniquement à ceux qui n'ont pas réussi à l'école. Plusieurs jeunes se détournent aujourd'hui de l'agriculture, parce que dans la plupart des programmes de formation (surtout dans les cycles primaire et secondaire), les métiers agricoles ne sont pas valorisés. Pourtant, à l'instar des autres secteurs économiques,

l'agriculture peut offrir des opportunités d'insertion professionnelle aussi valorisante. Mais, pour cela, il appartient à l'Etat de créer les conditions institutionnelles nécessaires pour rendre le secteur attractif. Avec l'attention croissante accordée au secteur agricole aujourd'hui, une réadaptation des programmes de formation s'avère urgente. Plusieurs initiatives sont aujourd'hui menées pour réconcilier l'école et le milieu comme en Equateur où, pour parvenir à une meilleure articulation entre la politique éducative et la politique agricole, le contenu des manuels scolaires ainsi que la formation des maîtres ont été adaptés pour mettre en place des programmes de formation qui s'inspirent davantage de la réalité et de l'environnement immédiat des élèves (Torres P.11).

D'autres initiatives portent sur la réinsertion sociale des jeunes en rupture avec la société pour leur donner des compétences techniques et pour renforcer leur estime de soi. Grâce à de tels programmes, ces jeunes ont pu reprendre leur place dans la société et se préparer à assumer de nouvelles responsabilités (Jumbo P.23 et Dalla Valle P.25).

## Accès à l'information : TIC

Mais pour devenir une force de proposition et d'influence, les jeunes ont besoin d'organisations représentatives et fortes. En plus de servir de plateformes ou de cadres de négociation avec les pouvoirs publics et les autres partenaires, celles-ci pourraient également contribuer au renforcement du pouvoir et de l'autonomie économiques des jeunes à travers un accès plus facile aux ressources financières et aux marchés. Ce processus devra cependant être accompagné par l'Etat afin de créer un cadre politique et institutionnel favorable à la liberté d'association et d'entreprendre. L'appartenance à une coopérative et à des réseaux sociaux communautaires a permis à un aviculteur au Cameroun, d'accéder à des ressources financières qui lui ont permis de développer son exploitation et se positionner durablement dans une niche péri-urbaine porteuse. (Meutchieye P.18)

Un autre défi important pour les jeunes agriculteurs porte sur l'accès à une information adaptée, fiable et opportune, pour leur permettre de mieux prendre leurs décisions. Les types d'information critique sont nombreux et diversifiés. Ils vont des prévisions climatiques aux prix des céréales et autres produits agricoles en passant par les services agricoles disponibles, ou les dates d'ouverture des campagnes de distribution des semences, ou de commercialisation. L'émergence des technologies de l'information et de la communication (TIC) offre de réelles opportunités pour les producteurs, notamment ceux résidant dans des zones reculées, d'avoir accès à des informations essentielles et à moindre coût. Toujours est-il que

les jeunes en milieu rural sont également attirés par ces technologies. Il appartient, par conséquent, aux pouvoirs publics et aux partenaires techniques travaillant avec ces groupes, de mieux valoriser tout le potentiel qu'offrent les TIC pour l'amélioration de l'offre de services agricoles plus efficaces et mieux adaptés aux besoins des jeunes. Plusieurs expériences existent déjà dans ce domaine et peuvent être diffusées pour un impact plus important. A titre d'exemple, les centres Maarifa mis en place par le *Arid Land Information Network (ALIN)* au Kenya permettent aux agriculteurs d'avoir accès à des informations sur les technologies agricoles ou d'élevage à travers la mise à leur disposition de différents supports comme les cédéroms, les vidéos, ou l'offre d'accès à internet (Mugo P.13). D'autres initiatives montrent comment les TIC ont permis à des jeunes de créer un observatoire des produits agricoles ou comment les ressources générées à travers la location de services de téléphone portable ont permis à des jeunes d'investir dans la modernisation de leur exploitation agricole (Thérèse Burk P.16).

## Une meilleure coordination des politiques étatiques

Du côté des pouvoirs publics, il s'agira également de veiller à une meilleure synergie entre les politiques sectorielles. La question de la prise en compte de la préoccupation des jeunes dans la formulation des politiques agricoles n'est pas uniquement du ressort du département ministériel en charge de l'agriculture. Plusieurs autres départements sont également interpellés, entre autres, ceux en charge de la jeunesse, de l'éducation et de la formation professionnelle. En Afrique, on remarque une très faible synergie entre ces différents ministères. Or, le renforcement du rôle des jeunes dans le développement doit être articulé autour d'une vision globale dont la réalisation suppose une action coordonnée entre ces différents départements.

Les pouvoirs publics devront également améliorer l'offre de services publics en milieu rural ; car rendre le milieu rural plus attractif pour les jeunes, suppose également une offre diversifiée des services publics tels que la santé, l'éducation, les loisirs, la promotion culturelle, etc. L'agriculture doit être intégrée dans une vision plus globale de développement rural qui vise à mettre à la disposition des populations un éventail de services et d'opportunités complémentaires qui permettent une plus grande intégration des activités économiques, sociales et culturelles. L'épanouissement des jeunes en milieu rural dépendra largement de la disponibilité de telles opportunités.



# Agriculture durable et systèmes alimentaires locaux : perceptions des jeunes

Anne Laura SANAGORSKI

6



Photo : Sanagorski

Jeunes en apprentissage

*Les jeunes ont des opinions sur les problèmes auxquels le monde fait face et que, à bien des égards, ils s'emploient à y remédier. Des études provenant de différentes parties du monde montrent beaucoup de similitudes dans les points de vue des jeunes sur l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux, indépendamment de la race, du sexe ou de l'emplacement géographique. Ces perceptions doivent être le point de départ de tout effort autour de leurs rôles et responsabilités actuels et futurs.*

Les résultats de différentes études sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires locaux et le rôle que jouent les jeunes montrent que, en dépit des différences en termes d'ethnicité, de race, de sexe, d'emplacement géographique ou tout simplement de pays où ils vivent, les jeunes du monde entier partagent des opinions et préoccupations. Chez les jeunes, on trouve un certain nombre de perceptions communes sur l'agriculture et l'environnement :

Une grande crainte concernant les problèmes environnementaux dont ils hériteront. Les jeunes du monde entier sont conscients de l'état de l'environnement et sont préoccupés par les problèmes auxquels ils font et devront faire face en tant que producteurs, consommateurs et gar-

diens de la planète. Les inquiétudes sur les questions telles que l'air, l'eau et la pollution des sols peuvent parfois les rendre pessimistes et impuissants.

Un soutien massif en faveur des principes de l'agriculture durable et des systèmes alimentaires locaux. Dans de nombreux pays, aussi bien développés qu'en développement, les jeunes appuient et adoptent des pratiques agricoles durables, qu'ils aient eu ou non une formation formelle, une expérience ou une initiation à ces approches. Ils semblent avoir une capacité innée à reconnaître l'importance des méthodes de production durables. La majorité reconnaît l'importance de l'analyse de nos modes de vie et des sources des biens que nous utilisons comme une étape importante vers la résolution des problèmes environnementaux.

Il est nécessaire de faire comprendre, au niveau de l'exploitation agricole, qu'il faut opérer des changements dans les pratiques de travail et de gestion. Les jeunes reconnaissent que l'agriculture classique à forte intensité d'intrants peut générer des rendements élevés à court terme, mais risque de détruire la terre au fil du temps. Ils comprennent la nécessité de changer les pratiques de travail et de gestion.

Différents rapports mettent en évidence les préoccupations communes de la jeunesse mondiale : ils comprennent qu'ils héritent des problèmes environnementaux et sont conscients des avantages de l'agriculture durable. N'est-il pas grand temps qu'ils participent plus activement aux discussions, programmes et initiatives promouvant l'agriculture durable ?

## Jeunesse rurale : entre migration urbaine et agriculture incertaine

Mais l'intérêt des jeunes pour l'agriculture a diminué, et on ne peut qu'imaginer cette tendance continuer. Bien que la plupart des pays en développement connaissent encore des taux élevés de croissance démographique, les jeunes migrent en grand nombre dans les zones urbaines. Cela est dû à un manque d'emplois et de possibilités dans les zones rurales, et une opinion selon laquelle l'agriculture est une activité peu honorable et n'offre pas de bonnes perspectives d'avenir. La migration urbaine entraîne le surpeuplement des villes, des ressources inégalement réparties et un surcroît de travail pour ceux qui restent actifs dans l'agriculture à la campagne.

Et ceux qui veulent rester dans leurs villages d'origine et gagner leur vie dans l'agriculture font face à de nombreuses difficultés. Les jeunes jouent un rôle important dans toutes les exploitations agricoles familiales. Mais les programmes d'éducation ou de formation ne sont pas toujours facilement disponibles, les technologies ne sont pas accessibles, les intrants peuvent être rares, et les sols s'avérer de piètre qualité. En outre, les circuits de commercialisation sont peu développés. Le manque de services de développement rural a souvent comme conséquence l'utilisation de techniques agricoles qui dégradent encore plus l'environnement, et qui se traduisent par une baisse des rendements et des revenus. Des services et une éducation améliorés, spécialement conçus pour les zones rurales, peuvent contribuer à accroître la production alimentaire et les bénéfices, mais il faut des initiatives de grande ampleur. Les outils modernes de l'information et de la communication (TIC) peuvent être un important moyen d'y parvenir, comme nous le constatons déjà dans de nombreux pays

### Les jeunes, un groupe de consommateurs potentiellement puissant

Cependant, les jeunes exigent également des produits et, dans un proche avenir, ils seront le plus grand groupe de consommateurs au monde. En tant que tel, les jeunes peuvent jouer un rôle clé : en tant que consommateur, un groupe qui est déjà reconnu comme une force motrice potentielle pour le changement de nos systèmes alimentaires (et autres). Le changement n'aura pas lieu si les consommateurs n'exigent pas des aliments produits de manière durable.

Une grande partie de la population mondiale est composée de jeunes : près d'un cinquième de tous les habitants de la Terre



Photo : Sanagorski

Premier plant

ont entre 15 et 24 ans. Mais les jeunes sont de moins en moins liés à leur nourriture, souvent faisant peu ou pas d'association entre les aliments qu'ils consomment et l'endroit où ces derniers ont été produits. Ils ne peuvent pas voir au-delà du magasin ou du marché, ni faire le lien entre ce qu'ils consomment et les efforts déployés par les agriculteurs pour le cultiver. Cette « déconnexion » grandissante de l'agriculture signifie un avenir incertain pour les aliments produits de manière durable. Il est important de rendre visible à nouveau le lien entre l'alimentation et l'agriculture, et de contribuer à accroître la reconnaissance accordée aux agriculteurs. L'article sur les jeunes et le mouvement Slow Food dans le présent numéro donne un exemple du rôle que la jeunesse peut jouer (p. 36).

### L'importance de l'éducation

Il s'agit particulièrement de souligner - et de partager - les avantages d'une agriculture qui nourrit les gens et la planète. Les programmes éducatifs peuvent être utilisés pour enseigner aux jeunes les choix alimentaires, la durabilité, l'agriculture locale et l'utilisation des terres. Mais plus que de leur « raconter » comment les choses sont et qu'est-ce qu'il faut penser, de tels programmes doivent être élaborés sous l'angle des perceptions actuelles que les jeunes ont de l'agriculture, de la production alimentaire et de l'agriculture durable, ainsi que de leurs contributions actuelles. De nombreuses études ont montré que les jeunes sont déjà impliqués de plusieurs façons et prennent plusieurs responsabilités. D'autres indiquent que les jeunes peuvent facilement reconnaître qu'un changement vers une agriculture

durable suppose des changements au niveau des exploitations agricoles. Développer des initiatives éducatives qui provoquent ces changements dans la gestion permettra également de responsabiliser les jeunes.

Le tableau de la participation des jeunes dans l'agriculture, et la « connexion » qu'ils ont avec leur nourriture n'est pas sombre. Il représente plutôt une grande opportunité. Le développement de programmes d'apprentissage peut être un point de départ fort pour rendre les jeunes plus conscients de l'agriculture durable et des systèmes alimentaires dans le monde. En s'appuyant sur ce que les jeunes pensent et font, ces programmes peuvent ensuite être liés aux programmes qui améliorent l'accès au crédit, aux services de vulgarisation et à l'enseignement pratique des techniques de production durables, ce qui favorise un « environnement propice ».

Nombreuses sont les occasions pour faire participer les jeunes, et cela peut avoir d'énormes avantages. C'est à nous, gardiens actuels de la terre, de nous engager et d'orienter nos jeunes, en tant que futurs consommateurs et producteurs, à participer (voire plus) au développement de l'agriculture durable.

**Laura Anne SANAGORSKI**, Faculté de vulgarisation de l'horticulture environnementale de l'Université de Floride / IFAS. Palm Beach County Cooperative Extension Service. 531 N Military Trail, West Palm Beach, FL 33415, U.S.A. E-mail: lsanagorski@ufl.edu



# Faire de l'agriculture, une nouvelle passion chez les jeunes

Miriama BROWN, Marita MANLEY, Vikash KUMAR et Danny HUNTER



Photo : Brown et Hunter

Analyse des relations entre les jeunes et l'agriculture

8

*Les jeunes s'intéressent-ils à l'agriculture ? Cela dépend des possibilités qu'ils entrevoient en termes de travail, de salaires et de moyens de subsistance. Une enquête approfondie a montré ce que pensent les jeunes du Pacifique et les divers efforts consentis donnent déjà des résultats positifs.*

Le rôle important que jouent les jeunes dans l'agriculture a été récemment mis en évidence dans une nouvelle étude faite par un groupe d'éminents experts et représentants des principales organisations agricoles du monde pour identifier les 100 principales questions qui revêtent une importance pour l'avenir de l'agriculture mondiale (Pretty et al., 2010). Une des questions abordées a été de savoir « *quelles étaient les mesures à prendre pour encourager les jeunes à étudier les sciences agricoles ?* » C'est une question importante, mais il est incontestable qu'elle ne représente qu'une partie d'une problématique plus vaste à laquelle nous devrions tous réfléchir et agir en conséquence. Si nous nous penchons sur « l'avenir de l'agriculture mondiale », la question doit être formulée différemment.

La question que nous devons nous poser est celle de *savoir quelle est la capacité de l'agriculture à attirer et à absorber les jeunes, à leur fournir un travail à la mesure de leurs capacités, un salaire décent ainsi qu'une carrière enrichissante et des moyens de subsistance ?*

## Un regard neuf des jeunes pour l'agriculture

En 2008, les ministres de l'agriculture de la région ont demandé au Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) et à ses partenaires d'explorer cette question clé. L'agriculture est souvent considérée, dans cette région, comme une option de repli. Une activité à mener faute de mieux. Une opinion que l'on entend généralement dans les îles Fidji est que « *dès le jeune âge nous avons été programmés pour penser qu'un emploi en ville ou un emploi dans un bureau est le but ultime* ». Cependant dans le Pacifique comme ailleurs, les jeunes luttent pour trouver un emploi formel lorsqu'ils quittent le système éducatif. Le taux de chômage élevé chez les jeunes entraîne l'augmentation de la migration, l'exploitation au maximum de leurs capacités d'infrastructures et services déjà limi-

tés, l'accroissement des problèmes et des troubles sociaux. Aussi, dans un premier temps, l'Agriculture du Pacifique et le Réseau de politique forestière, (PAFPNet), abrité par le SPC, a mené en novembre 2009 une enquête sur les jeunes des Îles Fidji, de Tonga et de Kiribati pour explorer leurs relations avec l'agriculture et voir ce qu'il fallait faire pour encourager, soutenir et habiliter ces jeunes à faire carrière dans l'agriculture.

L'enquête a révélé que de nombreux jeunes se sont investis dans des activités agricoles, contribuant ainsi de manière considérable au travail et à la sécurité alimentaire de la famille. Cependant, les jeunes ont besoin de soutien pour envisager l'agriculture comme une option de carrière : Ils doivent être outillés pour développer des techniques financières et commerciales appropriées, accéder à la terre et au crédit et contrôler les rendements financiers qui découlent de leurs activités. Cela reflète certains des objectifs déjà adoptés par le Programme d'intégration des innovations de développement rural (MORDI). Alors qu'un nombre important de jeunes participent à des activités agricoles indépendantes et à la fourniture d'une assistance agricole à leurs



Groupe de jeunes du village de Keka dans leur champs

Photo : Brown et Hunter

familles, il a également été noté que les jeunes apprennent et tirent profit de l'agriculture communale, soit par le biais de systèmes traditionnels locaux ou en qualité de membres de groupes de jeunes. Ces efforts communs aident les jeunes à renforcer l'estime de soi et le sens communautaire. L'accent que les jeunes mettent sur l'importance de leurs groupes de soutien immédiat – famille, communauté, église et école – met en évidence la nécessité d'améliorer « l'environnement institutionnel favorable » fourni par ces groupes si les jeunes veulent devenir des exploitants agricoles.

### Succès et durabilité des programmes agricoles : les clés

L'enquête a tenté de déterminer les conditions qui revêtent une importance pour le succès et la durabilité des programmes en faveur des jeunes. Les réponses ont indiqué que l'un des facteurs clés consiste à veiller à ce que les jeunes participent activement à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des programmes et à ce que leurs besoins soient identifiés et traités. Une autre mesure essentielle vise à fournir aux jeunes, dans le cadre des programmes agricoles, un

forum pour discuter de leurs besoins avec leurs familles et les aînés de la communauté. Cela permet d'accroître la sensibilisation et la compréhension entre les générations plus âgées sur la manière dont elles peuvent, de concert avec les autres, aider les jeunes à lancer leurs propres entreprises agricoles.

Bien que les facteurs habituels (meilleur accès au crédit, visites plus fréquentes des agents de vulgarisation et accès à des intrants agricoles à prix abordables) aient été soulevés comme les principales contraintes que rencontrent les jeunes, un environnement positif est apparu comme facteur encore plus important. Ceci donne à penser que les services de vulgarisation agricole doivent élargir leurs horizons traditionnels pour mieux soutenir les jeunes du Pacifique dans leurs activités agricoles. Il faudra donc travailler en collaboration avec les collectivités et les partenaires pour procéder à des évaluations participatives des besoins des jeunes et fournir des formations visant la littératie financière, le renforcement de la confiance et l'autonomisation.

Un élément clé de cet « environnement favorable » est la nécessité d'inverser très tôt pendant la période scolaire, l'attitude souvent négative vis-à-vis de l'agriculture intégrée. De nombreux jeunes ont fait remarquer que le système scolaire contribue souvent à inculquer des perceptions négatives par des activités agricoles comme moyen de sanction ou de discipline, ou en faisant comprendre aux jeunes que l'agriculture est moins intéressante que d'autres activités. De toute évidence, les écoles peuvent jouer un rôle en inculquant une attitude positive par rapport à l'agriculture, notamment par la participation au travail de vulgarisation. Cela est primordial pour inverser ces attitudes et encourager les jeunes à revenir à l'agriculture.

## Développement des compétences financières et commerciales : les jeunes, une cible prioritaire

Depuis 2005, le Programme d'intégration des innovations de développement rural (MORDI) soutient des moyens de subsistance novateurs et durables pour les communautés rurales pauvres, vulnérables et isolées de huit pays insulaires du Pacifique. Le Programme MORDI se focalise particulièrement sur les secteurs les plus vulnérables de la communauté des pays insulaires du Pacifique – les femmes et les jeunes – et s'emploie à soutenir leurs idées novatrices afin que ces groupes puissent se sortir tous seuls de la pauvreté.

Le renforcement des capacités des jeunes dans des domaines tels que les compétences financières et commerciales est un aspect du programme MORDI. Il peut les aider à développer des entreprises dans le secteur agricole ou diversifier leurs activités.

Un des bénéficiaires de ce programme, Wereso Vasukalo, un agriculteur de 28 ans originaire du village de Nativakurua, dans le district de Kubulau à Bua, Fiji n'a pas terminé ses études secondaires. Mais il a pu réaliser son souhait d'ouvrir une boutique locale après avoir participé à la formation du Programme MORDI

en matière d'éducation financière (FLET) et à d'autres ateliers de formation à long terme spécialisée en aptitudes commerciales. Grâce à ces programmes, il a pu comprendre et apprendre la gestion financière, l'établissement d'objectifs financiers, l'établissement de priorités et l'épargne, la tenue des livres, le coût et la tarification, portant sur le crédit et le recouvrement de créances et la négociation avec les grossistes. « Quand j'étais à l'école secondaire rien n'avait de sens pour moi parce que je ne me rendais pas compte de la pertinence des choses que j'apprenais.... Cette formation était très pratique et facile à suivre. » Après 3 mois de formation, Wereso a obtenu un certificat en gestion d'entreprise et gère actuellement une boutique viable dans son village, gagne un revenu qui complète les gains qu'il tire de l'agriculture. Wereso est toujours un agriculteur enthousiaste et en tant que membre du groupe des jeunes du village, il a partagé ses compétences fraîchement acquises pour aider à démarrer une entreprise viable de production de miel à laquelle participent d'autres jeunes villageois.



Photo : Brown et Hunter

Jeune aux champs

10

## Jeunes et agriculture : une stratégie régionale élaborée

Les résultats de l'enquête ont été utilisés pour servir de base à l'élaboration d'une stratégie régionale en faveur des jeunes et de l'agriculture du Pacifique, approuvée, en 2010, par les Ministres de l'Agriculture et de la Foresterie (HOAFS) et les Ministres de la Jeunesse. Les exemples positifs qui ont déjà été enregistrés dans la région permettent de définir une feuille de route pour les pays du Pacifique en vue d'encourager de meilleurs partenariats, des politiques et programmes qui soutiennent l'engagement actif des jeunes dans l'agriculture dans toute la région, ainsi que la stimulation des jeunes exploitants agricoles.

**Miriama Brown**, Coordinatrice du Réseau agricole et forestier du Pacifique (PAFPNet), Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) (miriamak@spc.int). Marita Manley, Conseiller technique pour GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (a géré le Réseau agricole et forestier (PAFPNet) chargé de la Politique au SPC jusqu'en juillet 2010 et supervise la recherche et le développement du Pacifique dans la Stratégie de l'Agriculture).

**Vikash Kumar**, Coordonnateur de l'Unité d'apprentissage du programme MORDI de FSPI et participe aux activités d'apprentissage, d'échange et de gestion des connaissances du programme (vikash.kumar@fsp.org.fj).

**Danny Hunter**, Bioersity International (ancien chef de l'équipe du projet DSAP basé au SPC et a participé à la première phase de l'élaboration de la stratégie en faveur des jeunes). d.hunter@cgiar.org

(Les auteurs voudraient remercier Anju Mangal et Emil Adams pour leurs contributions à cet article).

## Le DSAP : un système participatif de vulgarisation

Le Programme DSAP ou Développement d'une Agriculture durable dans le Pacifique, est un programme qui a été appliqué jusqu'en 2010 dans 16 pays. Suivant des approches participatives et modélisées par ce que l'on appelle Développement participatif de technologies (ou PTD), le programme a travaillé en étroite collaboration avec des agriculteurs et des communautés rurales à l'identification de problèmes prioritaires et de solutions appropriées. Après une série de consultations, le personnel du Programme DSAP a travaillé avec des agriculteurs et des communautés pour tester et évaluer des idées novatrices, les assister dans le processus de suivi et évaluation de leur travail. Le Programme DSAP représentait une collaboration importante entre les services nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles

de différents pays, divers agriculteurs, ONG, et communautés rurales. Tout en se focalisant sur des innovations locales, le DSAP est considéré comme un succès, ses principaux résultats ont permis une importante restructuration des services régionaux de vulgarisation, qui sont tous devenus plus sensibles aux besoins et problèmes des communautés agricoles et accordent une attention particulière aux groupes vulnérables comme les jeunes. Les expériences du projet DSAP ont été documentées dans deux manuels, « *A participatory toolkit for sustainable agriculture programmes in the Pacific* » (Trousse d'outils participatifs pour des programmes d'agriculture durable dans le Pacifique) et « *Case studies - Lessons from the field* » (Études de cas - Enseignements du terrain).

## Les jeunes au cœur des changements en cours...

Les programmes DSAP et MORDI ont permis à la voix des jeunes du Pacifique d'être entendue, écoutée et de déboucher sur des actes- les jeunes étant les principaux moteurs du processus. Les deux programmes ont suivi des approches participatives, qui aident les jeunes à jouer un rôle important dans différents projets et interventions qui ont été conçus et menés par les jeunes eux-mêmes. Les résultats ont été plus visibles dans des communautés comme celles des districts de Wailevu et Kubulau (à Vanua Levu, Fiji), où la structure hiérarchique traditionnelle du village signifie qu'il est accordé très peu d'importance à l'avis des jeunes. Cette situation a quelque peu changé après une série d'Apprentissages participatifs et de consultations de planification, qui ont contribué à créer des espaces sûrs pour permettre aux jeunes d'exprimer à l'avenir leurs sentiments et leurs idées. La démarche a consisté à organiser des consultations séparées avec des groupes d'hommes, de femmes et de jeunes. Les chefs de village et les aînés ont été tellement impressionnés par les propositions des jeunes qu'ils ont été intégrés dans d'importants plans de développement villageois. Les jeunes du village ont utilisé de nombreuses compétences en matière de gestion acquises grâce au programme MORDI, notamment l'élaboration de projet, pour réussir la conception, la mise en œuvre et le suivi d'une série de projets cofinancés par le programme MORDI et des fonds recueillis grâce à des activités de groupes de jeunes.

## Complément d'information

Pour obtenir « *Les Jeunes du Pacifique et la Stratégie agricole 2011-2015* », vous pouvez vous adresser à Mme Miriama Kunawave Brown, Coordinatrice du PAFPNet, ou le télécharger à partir de la section PAFPNet du site Web du SPC. Les lecteurs peuvent également trouver des informations sur le blog « *Amélioration des moyens de subsistance des jeunes grâce à l'agriculture* » : <http://youthlivelihoods.blogspot.com>.

## Référence

Pretty, J. et al., 2010. *The top 100 questions of importance to the future of global agriculture. International Journal of Agricultural Sustainability* 8, 219-236.

# Un programme éducatif par les connaissances et compétences traditionnelles

Irene TORRES



Jeunes étudiants agriculteurs sur le terrain

Photo : Torres

*Les efforts de l'État équatorien axés sur les enfants et les jeunes du monde rural peuvent s'avérer plus efficaces si les ministères de l'éducation et de l'agriculture coordonnent leurs objectifs et politiques. Cet article compare les incongruïtés d'une initiative nationale du ministère de l'éducation en Équateur avec un programme régional qui a résolument cherché à renforcer ces relations et liens, avec des résultats probants.*

L'un des objectifs de la politique du ministère de l'éducation de l'Équateur est que les jeunes arrivent à maîtriser les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour intégrer la population active. Toutefois, cet objectif est sérieusement compromis par les taux élevés de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans - période où a lieu le développement crucial du cerveau, et qui ne peut être rattrapé plus tard dans la vie. Ainsi, un programme de nutrition à l'échelle nationale a été conçu, dans l'espoir d'atteindre toutes les écoles du pays.

Mais ce programme modifie de force les régimes alimentaires des jeunes et contribue à l'affaiblissement des connaissances et compétences traditionnelles à un moment où elles sont vitales dans les zones rurales.

Même si ses objectifs sont clairs, la mise en œuvre du Programme de déjeuners scolaires (PAE) est en contradiction avec certains des principes fondamentaux de la pratique de la nutrition elle-même, ainsi qu'avec les propres priorités politiques de l'État. Le PAE se vante d'avoir atteint même les communautés les plus éloignées dans la forêt pluviale, distribuant à travers les pays les mêmes bouillies aromatisées et biscuits de farine blanche dans des emballages individuels. Pourtant, la Constitution du pays(2008) et les lois connexes, approuvent explicitement les connaissances traditionnelles, l'agriculture bio et la biodiversité agricole, ainsi que l'« autosuffisance culturellement appropriée et saine des communautés », « l'achat de produits pour les programmes sociaux auprès des petits agriculteurs » et « la distribution de denrées alimentaires favorisant l'équité

entre les espaces urbains et ruraux ». Ne peut-il pas y avoir une meilleure relation entre le PAE et la situation et les besoins des communautés rurales éloignées ?

## Des expériences réussies

Des liens et interrelations similaires sont également visibles (de manière plus positive) à travers d'autres exemples. L'un d'entre eux est l'appui du ministère de l'éducation à un programme d'éducation agricole alternatif. Le programme « Amélioration de l'éducation agricole technique », ou PROCETAL, a été appliqué dans la province sud de Loja entre 2003 et 2008. Mis en œuvre avec l'appui de deux organismes de développement flamands, il résulte d'une vaste recherche menée par le Centre d'éducation expérientielle de l'Université de Louvain (Belgique). Le PROCETAL avait pour objectif d'améliorer les résultats d'apprentissage dans les écoles secondaires par l'« ancrage » de l'éducation à la réalité des étudiants agriculteurs. À la fin de l'année 2008, plus de 160 enseignants ont été formés à la pédagogie en milieu rural ; différents manuels

## Beaucoup reste à faire

Bien que des initiatives comme le PROCETAL se multiplient à la fois dans les pays industrialisés et en développement, un visiteur de la plupart des écoles en milieu rural verra encore plus souvent des enseignants debout devant un groupe d'étudiants assis derrière leurs tables. Pour de nombreuses autorités, la notion de « qualité de l'éducation » ne se traduit pas dans les faits par le recrutement d'enseignants disposant de compétences spécifiques (ou recevant ces compétences) et ne reconnaît pas la diversité des étudiants et de leurs familles. Les connaissances et les compétences sont trop souvent mesurées

et comparées à l'aide de normes internationales qui reflètent un programme de « modernisation » (tels que le test PISA largement utilisé, mis au point par l'OCDE, un consortium de 30 des pays les plus développés). Même si les spécialistes et les autorités de l'éducation en Équateur peuvent soutenir publiquement des méthodes alternatives, ils se contredisent souvent lorsqu'il s'agit de débattre de ce que les étudiants « doivent » apprendre. Les repères éducatifs sont basés sur les priorités qui ne tiennent guère compte des besoins des étudiants agriculteurs et de leurs familles.

agricoles et manuels d'enseignement ont été élaborés et publiés, et les champs-écoles ont été équipés. Les plans de production et d'entreprise ont été rédigés dans 17 écoles techniques de la province avec l'aide de spécialistes formés par le ministère de l'agriculture. Des centaines d'étudiants ont bénéficié directement du programme.

Le renforcement de compétences spécifiques et la motivation dont ont fait montre les enseignants, les élèves, leurs familles et les autorités éducatives locales ont fait réagir les provinces voisines, qui ont demandé l'expansion du programme. En 2008, le ministère de l'éducation décide d'augmenter sa contribution financière au programme et de l'élargir, élaborant ce qui allait être connu sous le nom de BATAAC (ou programme « Diplômés du concours de l'école agro-technique »). Ce nouveau programme était officiellement destiné à être exécuté à Loja et dans six autres provinces jusqu'à la fin de l'année dernière, mais l'équipement est encore en cours de livraison et le personnel est toujours en place. Pour garantir la pérennité du programme, l'on a accordé une attention particulière au renforcement des capacités locales et du leadership.

Plus de la moitié des 65 écoles secondaires techniques de Loja ont été atten-

tives aux questions agricoles et rurales avant le démarrage du PROCETAL mais, selon des enquêtes menées pour éclairer la conception du programme, les activités n'ont pratiquement jamais eu lieu en dehors de la salle de classe. Les enseignants n'étaient en rien fautifs : en effet, pendant des décennies, les politiques et règlements ont accordé peu d'attention aux besoins des communautés agricoles ou au contexte général dans lequel évoluent les écoles. En revanche, le PROCETAL a encouragé les étudiants et les enseignants à travailler en étroite collaboration avec les familles d'agriculteurs. On a cherché à établir des liens avec des organisations telles que l'INIAP (Institut national de recherche agricole, qui était jusqu'à récemment un département du ministère de l'agriculture), en les impliquant dans des activités telles que la manipulation des semences et la préparation des sols, et en obtenant leur appui afin de « récupérer » la pratique de l'agriculture avec des variétés, matériaux et engrais locaux, pratique quasiment rangée aux oubliettes.

### Étendre les réussites

Même si l'objectif national d'amélioration de la scolarisation et de la fréquentation scolaire ne faisait pas partie des objectifs du programme, il peut très bien se révéler

être l'un des résultats les plus importants du PROCETAL. Le manque de pertinence des activités de l'école a souvent été considéré comme une cause importante des faibles taux de scolarisation et de rétention en Amérique latine, qui sont restés plus bas dans les zones rurales. Bien que les chiffres exacts ne soient pas disponibles, Pablo Bustamante, Directeur de l'enseignement technique de Loja, affirme que les taux de scolarisation ont augmenté au cours des quelques dernières années, tout comme l'émigration des jeunes d'âge scolaire est en baisse. Ce n'est pas une mince affaire. Pays essentiellement agricole de 14 millions de personnes, l'Équateur a vu plus d'un million de migrants quitter le pays entre 1998 et 2008, 30 % d'entre eux provenant des zones rurales. Loja, une province principalement agricole, a l'un des taux d'émigration les plus élevés du pays.

Pablo Bustamante travaille au département de l'éducation technique à Loja depuis 18 ans, et semble aussi enthousiaste qu'un tout nouveau diplômé à sa première journée de travail. Il parle de la nécessité de « redynamiser le marché du travail agricole » et de « promouvoir l'entreprenariat agricole » - faisant écho à la fois aux objectifs du PROCETAL et de BATAAC - et plaide pour la poursuite et l'expansion de ces deux programmes. Ils fournissent aux populations plus jeunes une formation et un marché pour leurs produits, et initient (ou ré-initient) leurs parents aux technologies simples. Les agriculteurs travaillant avec les étudiants de BATAAC construisent des porcheries et des poulaillers d'une nouvelle manière mais avec des matériaux traditionnels (de la paille et du bois au lieu du ciment et du zinc). Les méthodes traditionnelles de travail fastidieuses (labourage) sont allégées par des outils mécaniques qui sont disponibles dans les écoles. Enfin, le programme a mis en place des usines de transformation de viande et de légumes et des cuisines entièrement équipées, censées contribuer à stimuler la production dans les marchés jusque-là inexplorés.

**Irene TORRES,**

Directrice technique de Fundación Octaedro  
([www.octaedro.org](http://www.octaedro.org))  
E-mail : [irene@octaedro.org](mailto:irene@octaedro.org)

## Un long chemin à parcourir

Sans le dire explicitement, le succès des programmes peut bien reposer sur la reconnaissance des actions et des efforts des jeunes, et la façon dont ceux-ci sont liés à la communauté, au contexte dans lequel baignent les écoles et aux initiatives d'autres programmes (tels que ceux exécutés par le ministère de l'agriculture). Même si les écoles rurales souffrent généralement d'un manque chronique de ressources formelles (financières, pédagogiques et autres), la méthodologie « expérimentale » du PROCETAL et de BATAAC engage les étudiants dans des activités d'apprentissage qui se déroulent dans plusieurs situations, souvent en dehors

de la salle, dans la réalité immédiate des étudiants. Les résultats montrent, une fois de plus, une implication et une participation accrues des étudiants, ainsi que de meilleurs résultats d'ensemble lorsque ce qu'ils apprennent est « proche » de leur réalité.

La prochaine étape consistera à s'assurer que ces jeunes femmes et hommes sont en mesure de proposer leurs produits (dont certains ont été perdus en raison de difficultés de commercialisation) à leurs camarades de classe et aux élèves du primaire qui, au contraire, consomment actuellement les rations de biscuits et la nourriture importée fournies par le gouvernement central.

# Les TIC une opportunité pour les jeunes dans l'agriculture

Anthony MUGO et Mireille VERMEULEN

*La communication est cruciale dans les relations humaines. L'utilisation des médias sociaux s'est largement répandue, surtout chez les jeunes. Les outils modernes de communication peuvent également être utilisés pour rendre l'agriculture plus attrayante et plus efficace.*

Négligées pendant longtemps, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont désormais considérées comme un outil important pour le développement, notamment en Afrique. Il existe de nombreuses options disponibles et différents facteurs doivent être pris en compte dans le choix des outils ou moyens les plus appropriés et les plus efficaces pour la communication. Selon François Laureys, le Chargé de programme pour l'Afrique de l'Ouest de l'Institut international de communication pour le développement (IICD), le facteur le plus important est le type d'information à transmettre : « En Afrique, la radio demeure l'outil le plus efficace et le moins cher pour la diffusion de messages relatifs à un large éventail de problématiques, comme l'agriculture, la démocratie ou le mode de vie. En intégrant des boucles de rétroaction par Internet ou par téléphone, elle peut aussi offrir une communication bidirectionnelle. »

Par exemple, l'utilisation des TIC dans l'agriculture pour diffuser des informations sur les pratiques et les prix du marché des produits agricoles exige d'autres outils comme les téléphones mobiles ou les ordinateurs. Mais dans de nombreuses régions de l'Afrique, les téléphones mobiles ne sont pas (encore) largement utilisés pour soutenir l'agriculture : la plupart des agriculteurs qui disposent de téléphones portables les utilisent uniquement comme un outil de communication sociale. Le problème est dû en partie aux obstacles d'ordre pratique qui subsistent dans l'utilisation des TIC à grande échelle : de vastes régions du continent ne sont toujours pas connectées, et les coûts de communication sont encore très élevés : une personne de classe moyenne en Afrique paie (relativement) dix fois plus pour la



Jonh Njue aide les visiteurs du centre à regarder un film depuis un Ipod et un ordinateur

communication mobile qu'un Européen. Les applications pratiques des TIC pour l'agriculture sont encore limitées. Et l'analphabétisme reste toujours très répandu, surtout chez les plus âgés, ce qui limite la pleine utilisation des Technologies numériques. Toutefois, selon Laureys, il y a un potentiel énorme dans l'utilisation du multimédia visuel, comme la vidéo et la photographie, pour la formation et l'apprentissage sur l'agriculture.

## «Conteneurs de connaissances»

Le partenaire kenyan d'ILEIA dans le réseau AgriCultures, ALIN - Réseau d'information sur les terres arides - RITA (*Arid Lands Information Network*), a fait la promotion des centres Maarifa (connaissances en Kiswahili) au cours des cinq dernières années. Ils sont abrités dans des conteneurs maritimes recyclés qui ont accès à Internet et où le personnel offre différents services. Ils servent de centres



Photo : Mugo Vermulen

Atelier de sensibilisation sur le climat à Mivuikoni

d'information précieux dans les régions isolées, permettant aux agriculteurs et aux pasteurs d'obtenir des informations sur les nouvelles technologies d'agriculture et d'élevage, encourageant leur adoption et améliorant ainsi les moyens de subsistance des communautés démunies.

Un centre *Maarifa* typique contient une petite bibliothèque de publications, des CD-ROM, des vidéos, des DVD et au moins cinq ordinateurs avec connexion Internet haut débit. Chaque centre *Maarifa* est géré par un agent de terrain, une jeune femme ou un jeune homme motivé(e) et formé(e) à la gestion d'informations ou à l'agriculture. Un jeune volontaire de la communauté, que l'on appelle « Facilitateur des connaissances communautaires » (CKF - *Community Knowledge Facilitator*) épaulé l'agent de terrain dans la gestion du centre. L'une des tâches essentielles consiste à s'assurer que toutes les personnes qui visitent le centre sont bien servies, quel que soit leur niveau d'alphabétisation. Bien qu'ouvert à tous les villageois, les centres *Maarifa* ci-

blent davantage les jeunes pour les inciter à apprendre et à utiliser les TIC dans leurs recherches d'informations agricoles, mais également pour leurs autres besoins de communication.

L'inauguration d'un centre *Maarifa* est célébrée avec une journée portes ouvertes, qui rassemble les communautés voisines, notamment les représentants des autorités et organisations civiles locales, les groupements communautaires, les écoles et le grand public. Un comité consultatif, formé par la communauté locale, coordonne les activités de sensibilisation autour de chaque centre, et chaque centre dispose d'un groupe focal communautaire qui lui est rattaché. Ce groupement comprendra des « infomédiaires » dotés d'une certaine expertise en vulgarisation. Ils jouent un rôle important dans le soutien aux agents de terrain pour mettre les informations à la disposition des agriculteurs. Il existe actuellement quatorze centres *Maarifa* : huit au Kenya, quatre en Ouganda et deux en Tanzanie. Trois des centres en Ouganda ont

été inaugurés récemment, près des villes de Gulu et de Moyo. En février 2011, un autre centre a démarré ses activités près de la ville kenyane d'Elwak.

### Médiateurs de l'information

John Njue est l'agent de terrain du centre *Maarifa* de Kyuso, une zone aride de l'est du Kenya, où le centre « agit en tant que point de référence pour les personnes intéressées par des questions liées au développement. Le district n'ayant pas de bibliothèque communautaire, les étudiants en agro-industrie, en production agricole et en horticulture viennent au centre pour se documenter. » L'une de ses tâches, après avoir pris connaissance des besoins d'information des utilisateurs, « consiste à réorganiser les informations disponibles. En novembre 2010, par exemple, de nombreux agriculteurs ont recherché des informations sur l'élevage de volailles locales suite aux prévisions météorologiques liées à *La Niña*. Beaucoup de jeunes voulaient faire de l'aviculture une entreprise agricole

### Les TIC, domptées par des femmes africaines

Estelle Akofio-Sowah est le responsable local de Google au Ghana. Elle a assisté à la conférence « Fill the Gap » (Comblent le retard) organisée par Hivos et l'IICD à Amsterdam en janvier, où elle a déclaré que les smart phones (téléphones intelligents) constitueront bientôt la principale source d'accès à Internet en Afrique. Les téléphones mobiles sont déjà des outils de communication très importants, et les prix de la technologie numérique de troisième génération devraient baisser de manière significative. Mais le contenu en ligne reste à développer. Il y a donc beaucoup de travail pour les développeurs web africains afin de

rendre les services en ligne adaptés au contexte et à la langue au niveau local. Internet offre de nombreuses possibilités pour les femmes, dit-elle, en particulier pour celles qui surmontent leurs craintes au sujet de la technologie et qui osent faire usage de leur « flair naturel » dans ce secteur dominé par les hommes. Elle a souligné le travail de deux héroïnes du monde numérique en Afrique, Esi Cleland et Florence Toffa, dont le travail aide AFROCHIC et la Fondation World Wide Web à atteindre leurs objectifs.

alternative ». Un an plus tôt, il a aidé de nombreux agriculteurs qui sont venus au centre pour rechercher des informations sur la lutte antiparasitaire sans produits chimiques. Beaucoup de femmes viennent également au centre Maarifa : étant donné les contraintes de temps auxquelles elles font face, beaucoup préfèrent emprunter des i-Pods, avec lesquels elles regardent les meilleures pratiques mises en œuvre dans d'autres régions.

Mais John Njue n'est directement impliqué dans aucune entreprise agricole. « J'admire l'agriculture, mais pas le genre que nos ancêtres pratiquaient. La raison pour laquelle je ne fais pas de l'agriculture est que mes parents et les voisins n'écouteront pas mes points de vue sur la nécessité de pratiquer des techniques agricoles plus modernes et d'essayer de faire de l'activité agricole un commerce. » Selon lui, la plupart des jeunes ne se lancent pas dans l'agriculture en raison d'un manque de soutien de leur entourage. Il estime qu'il serait utile que l'État embauche de jeunes agents de vulgarisation agricole. Il serait ainsi plus facile de communiquer avec les jeunes agriculteurs et de les aider à démarrer une entreprise agricole, plutôt que de continuer à considérer et à pratiquer l'agriculture comme une activité de subsistance. Il observe également que de nombreux agents de vulgarisation n'utilisent pas les technologies modernes dans leur formation, et pense que c'est un effet dissuasif pour la participation des jeunes.

### Maîtrise des TIC au Kenya, les jeunes en innovateurs

Kamal Budhabhatti est le PDG de Craft Silicon, l'un des plus grands fournisseurs de logiciels en Afrique. Craft Silicon est basé au Kenya et travaille dans 38 pays. Ils produisent des logiciels pour les banques commerciales et les institutions de microcrédit, ainsi que pour les services bancaires mobiles et sur Internet. Lorsque Craft Silicon a commencé en 2000, Kamal était leur seul employé : ils emploient aujourd'hui 200 personnes, pour la plupart des jeunes. « Les jeunes du Kenya sont intelligents », a-t-il dit récemment dans une interview. « Si on leur donne l'opportunité et qu'on les met dans de bonnes conditions de travail, ils peuvent écrire des logiciels très complexes. » Craft Silicon a créé une fondation qui offre une formation en informatique gratuite dans la banlieue de Nairobi. Un bus avec des ordinateurs et deux moniteurs parcourt les quatre districts chaque jour, offrant une formation sur l'utilisation des ordinateurs et d'Internet. Les meilleurs étudiants sont employés à Craft Silicon.



Photo : Mugo Vermulden

Connecté au monde depuis Gulu et Kyuso, Kenya

Samuel Nzioka est l'agent nouvellement affecté au centre Maarifa de Nguruman, un village très éloigné dans le sud de la Rift Valley Province au Kenya. Il est titulaire d'une licence en sciences agricoles et croit fermement que les TIC peuvent aider à promouvoir la production agricole : « Les TIC peuvent être utilisées pour documenter ce que les agriculteurs font dans une région. Ces informations peuvent être partagées par le biais de CD ROM, de courtes vidéos et de photos. » Il est également affirmatif à propos de *Sokopepe*, une application pilotée par RITA afin de « mettre en relation les agriculteurs avec les produits agricoles au moyen d'un téléphone mobile en ligne et d'un portail marketing basé sur Internet ». Un groupe de jeunes à Nguruman a été formé à l'utilisation des TIC et a développé son propre blog à travers lequel ses membres sont en mesure de partager ce qu'ils font.

### Meilleure organisation et augmentation de la commercialisation

Samuel Nzioka pense qu'il y a un certain nombre de façons de rendre l'agriculture beaucoup plus attrayante pour les jeunes : en leur octroyant des subventions pour les aider à se lancer dans l'agriculture, en les reliant aux marchés des produits agricoles, en mettant en place des usines de transformation locale pour la valeur ajoutée et l'emploi, en les formant aux meilleures pratiques agricoles pour atteindre des rendements plus élevés et en organisant des visites-échanges pour apprendre auprès des autres. Les TIC peuvent s'avérer utiles

dans tous ces cas. François Laureys a vu les effets au Mali, où l'IICD a appuyé une association féminine pour la production et la commercialisation du beurre de karité. Trois ordinateurs, des panneaux solaires, deux appareils photographiques et une caméra vidéo ont permis aux femmes de présenter leurs produits sur un site Web. L'utilisation des ordinateurs, accompagnée des outils de gestion et de commercialisation, a contribué à augmenter les niveaux de production et améliorer les ventes et les revenus. Les femmes ont également réussi à renforcer leur organisation grâce à de meilleures procédures comptables et des rapports.

Mais François Laureys met également en garde contre un optimisme démesuré : « Avoir un site web et recevoir des informations sur le marché, ce n'est pas suffisant pour aider chaque agriculteur à sortir du piège de la pauvreté. Il faut un certain niveau d'organisation. » C'est pourquoi on obtient les meilleurs résultats lorsqu'on travaille avec les associations d'agriculteurs et groupements d'intérêt. L'organisation des femmes productrices du beurre de karité a montré de nombreux résultats positifs au Mali, et les centres Maarifa jouent un rôle important dans le renforcement et la connexion des organisations rurales dans les zones reculées du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Plus que d'autres villageois, les jeunes contribuent à cela.

**Anthony MUGO**, Chargé de programme à RITA (Réseau d'information sur les terres arides), Email : amugo@alin.net

**Mireille VERMEULEN**, Membre de l'équipe éditoriale de Farming Matters- Email : m.vermeulen@ileia.org.



# Quand les jeunes mettent les TIC au service du développement agricole et rural

Thérèse Burke

16

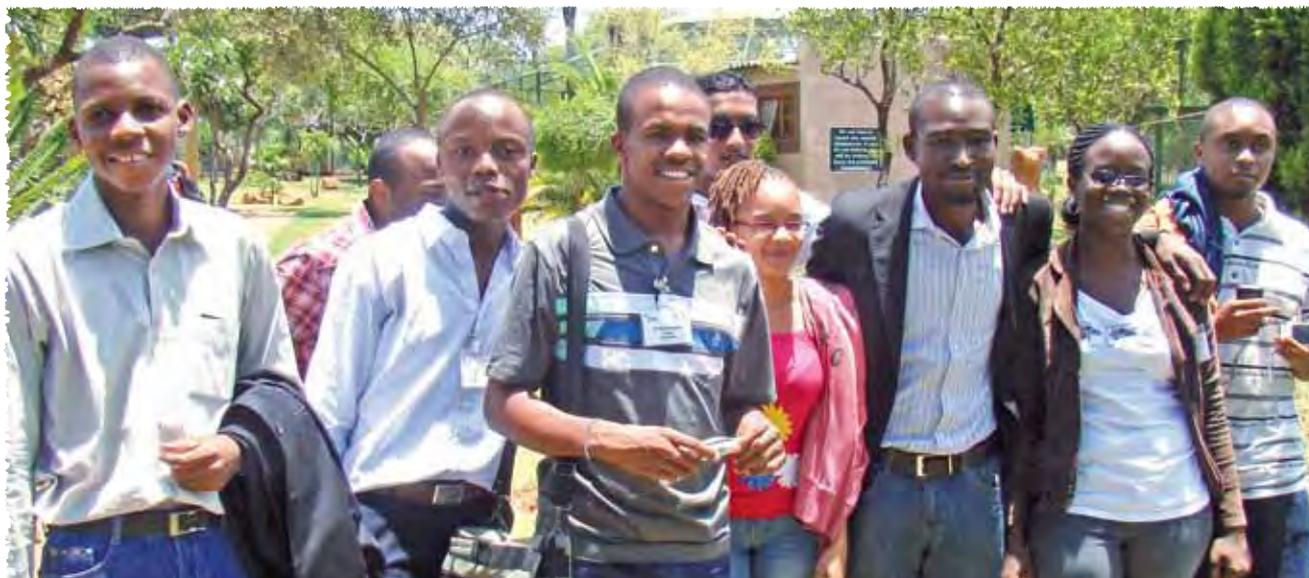


Photo : Burke

Les gagnant du concours ARDYIS

L'agriculture des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) est confrontée à un certain nombre de problèmes. Dans la plupart de ces pays en développement, l'agriculture est étroitement liée à la sécurité alimentaire et à la croissance économique. Elle représente plus de la moitié du PIB de certains pays, comme c'est le cas en République démocratique du Congo. En outre, dans la mesure où une forte proportion de la population (jusqu'à 60 % en Afrique) tire sa subsistance de l'exercice d'une activité agricole, il est impératif de stimuler davantage l'intérêt des jeunes pour l'agriculture. C'est d'autant plus vrai qu'il s'agit de rompre avec plusieurs décennies de sous-investissement dans ce secteur.

Si la flambée des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 a entraîné une attention croissante accordée par les organismes internationaux au développement agricole et rural, l'agriculture demeure encore un secteur peu attractif pour les jeunes. La plupart des agriculteurs sont aujourd'hui âgés. Une enquête du Réseau des agriculteurs des Caraïbes (CaFAN) révèle que l'âge moyen des agriculteurs caribéens

est de 45 ans et que la grande majorité d'entre eux ont plus de 60 ans<sup>1</sup>. Compte tenu du manque de jeunes susceptibles de les remplacer, l'avenir de l'agriculture est très incertain. En outre, le chômage des jeunes est un problème crucial. Dans plusieurs pays, près d'un jeune sur deux est au chômage.

Il va sans dire que l'émergence d'une industrie agricole forte et bien soutenue constitue la solution idéale. Une amélioration du secteur est également nécessaire pour attirer les jeunes. Le secteur agricole doit devenir attractif et viable, et aussi offrir de réelles opportunités d'avenir. Dès lors, il est très important de trouver des moyens innovants pour renforcer les capacités des jeunes, leur montrer les opportunités à saisir et les sensibiliser au rôle important qu'ils pourraient jouer dans le développement de ce secteur. L'utilisation des TIC est un moyen d'y parvenir. Ces technologies s'intègrent aujourd'hui dans tous les secteurs socio-économiques d'activités, y compris dans les régions rurales isolées.

<sup>1</sup> Réseau des agriculteurs des Caraïbes – Source : [www.cafan.org](http://www.cafan.org), Atelier régional 2010 du CaFAN sur les jeunes et l'agriculture

En 2010, le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a organisé un concours destiné aux jeunes des pays ACP pour leur permettre de partager leurs idées et leurs expériences concrètes d'utilisation des TIC dans le domaine. Les récits, présentés ci-dessous, illustrent clairement le vaste éventail d'activités entrepreneuriales innovantes qui ont été mises en place, notamment dans les zones rurales. A travers l'utilisation créative de ces nouvelles technologies dans l'agriculture, beaucoup de jeunes récoltent aujourd'hui le fruit des efforts déployés dans leurs exploitations, leurs entreprises et au sein de leurs communautés.

## Les TIC au service de la réussite entrepreneuriale

Grâce à l'omniprésence des téléphones mobiles, il n'a jamais été aussi facile d'avoir accès et de partager l'information. Chris Mwangi, spécialiste kenyan en technologies de l'information (TI), 23 ans, insiste sur ce point et cite l'exemple d'un jeune homme qui propose des services de téléphonie mobile dans un kiosque installé en zone rurale et qui a su tirer parti des

revenus ainsi générés pour se diversifier ses activités agricoles. Un bulletin électronique (*Organic Farmer*) auquel il accède via son téléphone portable GPRS lui fournit des informations cruciales sur les nouvelles pratiques agricoles.

Maureen Agena, une jeune professionnelle du développement originaire d'Ouganda, explique comment un fruiticulteur de 25 ans de la commune de Maruzi a monté sa petite entreprise grâce à la téléphonie mobile. Il reçoit chaque semaine via son téléphone portable des informations fiables et actualisées sur les prix du marché pour vendre ses produits au meilleur moment. Les réseaux sociaux lui ont également permis d'accéder à de nouveaux marchés. Début 2010, ce fruiticulteur a pris part à une formation sur le Web 2.0 et a finalement rejoint les plates-formes Facebook et Twitter. Il envisage désormais d'exploiter ces outils afin d'ouvrir de nouveaux marchés pour ses produits.

« Il est 7h00 du matin. Une agricultrice zimbabwéenne de 28 ans prépare sa journée de travail. Cette saison, elle doit produire 500 tonnes de pommes de terre de bonne qualité. Elle sort son téléphone portable pour envoyer un texto notifiant ses niveaux de production. Quelques instants plus tard, elle reçoit une confirmation de commande pour la livraison d'une tonne de pommes de terre par semaine, sur une période de 12 semaines. Ceci a été possible grâce à un nouveau service proposé par une petite société d'informatique locale, en partenariat avec des fournisseurs de services de téléphonie mobile [...] ». Cette nouvelle application des TIC visant à créer des liens entre agriculteurs et niches de marchés est présentée par Gerald Mangena, un comptable zimbabwéen de 24 ans.

### Accéder à une meilleure information de marché.... sécuriser les exploitations

Des exemples empruntés au Zimbabwe, à la Jamaïque et à la Zambie démontrent que l'utilisation innovante des TIC peut dépasser le simple fait d'accéder et de partager l'information agricole.

La pénétration de nouveaux marchés nécessite une bonne connaissance préalable de l'environnement dans lequel on se trouve. Inoussa Traoré, étudiant burkinabé en sciences économiques, propose la création d'un observatoire des produits et du marché agricoles dans son pays. L'observatoire rassemblerait les différentes sources d'information actuellement disponibles en ligne et la base de données centralisée fournirait une image complète du marché. Dans la mesure où les données stockées sont codées, les utilisateurs trouveraient facilement les informations



Photo : Burke

#### Jeunes et Agricultures

souhaitées. Actualisé régulièrement, l'observatoire serait en mesure de fournir une vision complète des produits et du marché agricoles dans le pays. Ce concept original donnerait un avantage très important aux agriculteurs désireux de vendre leurs produits directement aux intermédiaires et aux négociants.

Tyrone Hall, un étudiant jamaïcain de 23 ans, a rendu compte d'une idée novatrice développée sous le leadership d'un partenaire en affaires, ce dernier étant également un jeune. Ils ont inventé un système mobile de sécurité appelé *Electronic Laser Fence Security Alert System* (Système d'alerte pour clôture électronique laser). Grâce à ce nouveau dispositif, Tyrone et ses collègues espèrent résoudre les problèmes de vols auxquels les agriculteurs caribéens sont confrontés. Ils recherchent des investisseurs pour les aider à concrétiser leur projet sur le terrain afin d'améliorer l'avenir et la sécurité de l'agriculture en Jamaïque.

L'utilisation de plus en plus répandue des TIC suscite un regain d'intérêt et d'excitation en matière de partage de l'information et de création d'entreprise. Ces nouvelles perspectives stimulent l'imagination des jeunes et contribuera à la transformation de l'agriculture et du développement rural en un secteur à la fois attractif et lucratif pour eux.

### A propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une organisation internationale à but non lucratif créée dans le cadre d'un accord conjoint entre les Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'UE.

Le CTA a pour mission d'améliorer l'accès à l'information et au savoir, de faciliter le dialogue politique et de renforcer les capacités des institutions et des communautés agricoles et rurales afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de favoriser la prospérité et de promouvoir une gestion adéquate des ressources naturelles dans les pays ACP. Le CTA fournit un large éventail de produits et services dans de nombreux domaines, y compris les jeunes et l'agriculture.

Le projet ARDYIS, mis en œuvre par le CTA et des partenaires, a pour objectif de sensibiliser et de renforcer les capacités des jeunes sur les enjeux du développement agricole et rural dans les pays ACP à travers les TIC. Plus largement, cette initiative est un cadre d'action qui contribuera à promouvoir des opportunités pour les jeunes dans ce secteur (<http://ardyis.cta.int/>). Pour de plus amples informations sur le CTA, rendez-vous sur le site [www.cta.int](http://www.cta.int).

### A propos des auteurs

Thérèse Burke est chargée de marketing et Ken Lohento Coordinateur de programme / TIC pour le développement au CTA (notamment responsable du projet ARDYIS). Courriels : [burke@cta.int](mailto:burke@cta.int) et [lohento@cta.int](mailto:lohento@cta.int). Pour de plus amples informations sur le CTA, rendez-vous sur le site [www.cta.int](http://www.cta.int)



# Les agricultures péri urbaines au profit des jeunes : entre programmes et imagination personnelle, que faire ?

Félix Meutchieye

18



Jean Marie et ses poulets

## « Entre rêves et cauchemar »

Jean Marie TONLEU TSOMO n'a pas encore 30 ans, mais une longue expérience de jeune entrepreneur agricole qu'il raconte en toute simplicité. Chaque fois qu'il se remémore sa propre histoire, il se dit quel chemin parcouru. Fils d'un père sans instruction, mais débrouillard, Jean Marie vit le jour en 1984 à Fongo-Ndeng, petit village d'altitude essentiellement agricole de la région de Dschang, dans l'Ouest Cameroun. C'est dans ce village là qu'il débutera le cycle primaire pour deux années, avant de suivre ses parents à Dschang, dans une propriété que son père y avait acquise en périphérie de la ville. Le décès subit de sa jeune épouse lui laissant deux enfants en bas âge forçait le papa à migrer à la recherche d'un cadre meilleur pour l'éducation de ses enfants. Nous sommes en 1990. Les choses ne vont sans difficultés pour les enfants, notamment pour Jean Marie, aîné d'une petite fille. La scolarité en souffrira énormément. Dès la classe du Cours élémentaire Première année, Jean Marie sera informé par son papa qu'il devra désormais contribuer aux frais de son éducation.

A dix ans, il dut engager une variété d'activités périscolaires, notamment pendant les vacances scolaires (collecte et vente du sable, petit commerce de détail...) avec pour corollaire une progression très lente. Sa cadette dont il a aussi charge va finir même par le devancer en classe. Toutefois, il bouclera le cycle primaire avec l'obtention du certificat d'études primaire. L'absence de soutien familial, le manque de moyens financiers et la santé chancelante de son père forceront Jean Marie à oublier le chemin de l'école. Il aurait bien désiré une formation technique, mais le décès du papa laissait entre ses jeunes bras une cadette sans avenir dans un contexte où seul le tissu familial sert d'assistance sociale.

L'héritage était constitué d'une maison en terre, dans un espace en friche de près d'un hectare. L'agriculture s'est offerte rapidement comme l'activité la plus accessible, au moins pour les

Le Cameroun est un pays à vocation agricole. Ce secteur emploie 92% de la population. C'est aussi un pays jeune où les moins de 25 ans constituent plus de la moitié de la population, selon le PNUD. Pourtant, le taux de sous emploi des jeunes avoisine 70%, la zone rurale étant la plus touchée. Dans ce contexte, l'insertion socioprofessionnelle des jeunes apparaît être un impératif capital et structurel pour la société. Les solutions gouvernementales ou émanant de la société

civile semblent relativement insuffisantes au regard des efforts encore à fournir. Il y existe heureusement d'autres solutions dont il serait intéressant d'en comprendre le mode opératoire. Quelles sont les opportunités, les blocages et les innovations développées par la jeunesse urbaine et péri urbaine dans des communes de moyenne et grande importance du Cameroun? Quelles perspectives en tirer? Suivons le parcours atypique d'un jeune ambitieux !

besoins de subsistance. Les petites activités commerciales (vente ambulante à la criée) se sont vite soldées par des échecs successifs. Avec un capital très négligeable issu des tâches diverses effectuées chez des tiers, Jean Marie débuta une petite entreprise agricole intégrant l'élevage porcin et la production des vivriers. L'engraissement des porcs locaux permettaient à la vente de gagner en indépendance et de scolariser la cadette. L'agriculture visiblement offrait la seule issue malgré ses revers. En effet, après avoir tenté avec un relatif succès l'engraissement de porcs locaux, ses espoirs s'étaient anéantis un matin par la perte sèche de tout son cheptel suite à la pernicieuse peste porcine africaine, endémique dans la région. Que faire ?

### « L'offre gouvernementale en matière d'insertion des jeunes »

Face au chômage des jeunes de 18-40 ans (8% selon le PNUD), il y a une multiplicité d'initiatives gouvernementales. Toutefois, leur efficacité est réduite du fait de leur inaccessibilité, du manque d'implication des premiers concernés dans la définition et la mise en œuvre des politiques d'aide à l'emploi de l'absence de synergie entre acteurs. Jean Marie a tenté aussi d'approcher les opportunités, sans succès.... Il ne s'étonne plus non plus des résultats mitigés de ces programmes tant sa première tentative a laissé un

arrière goût d'amertume et de perte de confiance à l'égard des services publics. En effet, mû par la confiance en la bonne volonté des programmes et projets d'appuis si nombreux dont il admirait les affiches et les effets d'annonce, Jean Marie avait constitué une demande « solide » auprès du MINEPIA (Ministère en charge de l'élevage). Le montage du dossier n'avait pas coûté moins de 30.000 FCFA ! Aucune suite, juste une série de fiches et formulaires remplies, des entretiens pleins d'espoirs sans plus. « Je n'ai plus le courage ou disons confiance dans ces programmes ; je ne crois plus que je me tournerai vers eux. ». Il en est ressorti avec la conviction que ces projets éliminent de fait une large catégorie de jeunes, les plus déshérités, sans relations sociales et sous informés.

### « D'ouvrier agricole à aviculteur... j'ai fait le pas ! »

Jean Marie comprit vite que les choses pourraient se compliquer pour lui s'il ne se mettait pas au travail pour ne pas sombrer dans la misère. De factotum, relativement jeune et sans qualification précise, il sera recruté par l'un des plus gros producteurs de volailles de la région.. Très rapidement, il s'est fait la main. Au bout de 04 ans, le séjour dans une ferme avicole avait donné suffisamment d'informations pour que Jean Marie en conclue à la rentabilité des élevages à cycle court. Il a pris alors le risque de se lancer parallèlement à son

emploi avec une batterie modeste de 50 poulets de chair.

Ville universitaire, Dschang, consomme une quantité relativement élevée de produits d'élevage avec la volaille en tête. Dès 2002, une première bande de 500 pondeuses permet à notre jeune entrepreneur de s'inscrire comme aviculteur professionnel. La maison familiale à sa charge et l'espace environnant permettaient de démarrer les choses. Pourtant, au début de son expérience, Jean Marie en a connu des échecs du à son ignorance des normes prescrites en aviculture. Une mauvaise maîtrise des procédés de vaccination a vite fait déchanté. La maladie de Gumboro en quelques mois emporta tout le poulailler. C'était sans compter sur la ténacité de Jean Marie qui derrière une relative timidité ne nourrit pas moins une égale fierté et dignité. Après une seconde bande plus heureuse de 300 sujets, il a progressé pour se stabiliser autour de 1.000 sujets faisant de lui un aviculteur moyen dans une localité où on n'en dénombre plus beaucoup. Par ces essais répétés, l'ouverture et les conseils de quelques éleveurs plus expérimentés, Jean Marie a appris à maîtriser les contraintes de l'élevage de volaille. Son engagement a été payant : parti de 50 sujets, il produit pas moins de 2.500 poulets de chair par bande maintenant. Jean Marie forme et installe même déjà des petites bandes de poulet de chair chez des particuliers à la demande.

## Deux exemples de projets nationaux d'appui aux jeunes et leurs limites

L'appui des jeunes agriculteurs sur leur propre domaine foncier et à l'installation dans des sites aménagés par l'Etat était l'objectif du Programme d'Appui à l'Installation des Jeunes Agriculteurs (PAIJA). Démarré en 2006 et logé au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Cameroun), le PAIJA visait attirer des jeunes et les engager à des systèmes de production modernes et performants en densifiant ainsi le tissu socio-économique. Les zones de concentration de ces jeunes bénéficiaires étaient sensés devenir des « pôles de développement » avec la collaboration des communes concernées. Parmi les 3 composantes du PAIJA, le financement des jeunes agriculteurs et le renforcement de leurs capacités ont constitué les points les plus critiques. Conséquences : la désaffection chez les « élus » triés au volet lors de la phase pilote démontre une insuffisance dans l'opérationnalisation du processus. Les éléments qui ont conduit à un échec prématuré résidaient déjà en partie dans la formulation même des programmes conçus par des technocrates éloignés des réalités de terrain. Les informations ont peu circulé et souvent de manière contradictoire au sujet des délais, montants et sélection des projets. Pour illustration, des bons projets validés en cours de campagne agricole, recevait vers la fin de la campagne ou en saison sèche des équipements ou intrants qui auraient été utiles au début. Le taux d'abandon actuel démontre que le malaise est loin d'être jugulé.

Le Fonds national de l'emploi (FNE) à son tour déroule un Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER). Se fondant sur les statistiques officielles (le monde rural occupe près de 70% de nos populations), il entend relever le défi pour la lutte contre la pauvreté, notamment en misant sur la promotion des activités agricoles, pastorales et artisanales. Ce programme vise, entre autres objectifs, le développement des savoir-faire techniques des populations rurales pour un meilleur rendement de leurs activités de production, l'accroissement des revenus des paysans en milieu rural, avec pour corollaire la réduction de la pauvreté, la réduction de l'exode rural et du chômage urbain en rendant attrayant les conditions de vie en milieu rural. Lancé en 1993, le PADER a financé à ce jour près de 3700 personnes, soit favorisé la création de près de 54512 emplois, à hauteur de près de 5 milliards Fcfa. La production globale, tous produits confondus, est de 238,847 tonnes. L'argent mis à la disposition des jeunes entrepreneurs constitue des crédits et non des dons. Le taux d'intérêt pratiqué est de 6% par an, et le taux de recouvrement est en deçà des attentes dans certaines régions. L'apport personnel est d'au moins 20% du coût du projet. Des cas inédits pourraient donner à repenser les approches pour des résultats convaincants.

## « Je voulais trouver ma place dans la communauté autour de moi »

C'est de par son appartenance à un réseau social chrétien, qu'il obtint un crédit rêvé grâce à son avaliste et mentor auprès de la Société Coopérative d'Épargne et de Crédit de l'Université de Dschang (SCECUDS), sorte de microfinance appartenant au groupe des caisses populaires du Cameroun. M. Zachée MANFOUO, administrateur de la SCECUDS, vivait dans le voisinage de Jean Marie qui maintenant le considérait comme un père. Bien mieux qu'un simple avaliste, il fut pour lui de son vivant un appui pour gagner en confiance et le risque prit ne fut pas vain. Ce recours au prêt (1.500.000 FCFA), avec un taux d'intérêt mensuel de 3% lui a permis de se constituer un capital de confiance et de clients réguliers. Épargnant par la suite, il est aujourd'hui un client solvable de confiance. Sans avoir appris de la gestion comptable et financière, il arrive à décrocher et rembourser déjà trois fois successivement des crédits importants pour son activité. Ce succès auprès de la microfinance coopérative a vite fait de balayer le profond sentiment de déception et d'incompréhension vécu par Jean Marie à la suite de sa demande d'appui restée lettre morte auprès des services gouvernementaux. À côté de la microfinance, la sœur cadette épaulée jadis et aujourd'hui installée dans une grande ville peut de temps à autre apporter des prêts à court terme utile pour soutenir l'activité. Jean Marie est reconnu comme un jeune très généreux. Il offre régulièrement autour de lui et ses réseaux de relations des divers produits de ses activités agricoles. Aujourd'hui Jean Marie désire aussi partager son savoir.

## « Il faut fouiller comme la poule avant de manger »

Membre de deux GIC (groupement d'initiative commune), tournés respectivement vers l'association agriculture-élevage et développement de l'aviculture, Jean Marie s'exerce à l'agriculture avec beaucoup d'innovations sur près d'un quart d'hectare. Le GIC est pour Jean Marie le principal lieu d'apprentissage et d'échanges réguliers. C'est aussi son lieu d'insertion dans une société de plus en plus rude ; un endroit où trouver du soutien, où des itinéraires et histoires de vie s'enrichissent. Maintenant, surtout, le GIC c'est la garantie solidaire pour accéder à des crédits importants.

Associant la production du maïs (une tonne par campagne), la banane-plantain (200 pieds), le haricot et des tubercules (igname blanche et macabo), il développe une agriculture très raisonnée. Le maïs sert en bonne partie à nourrir le bétail,



Photo : Meutchieye

Jean Marie en dessous d'un bon régime de plantain destiné à la vente

alors que le plantain et les tubercules sont destinés à la consommation et au marché local. Les fientes sont exploitées comme amendement d'où réduction des charges de fertilisation. L'expérience aidant, Jean Marie a abandonné le billonnage au profit d'un labour léger qui préserve ses terres et limite l'entretien. L'autoformation et les échanges avec les membres agriculteurs de ses deux GIC enrichissent son expérience. Pour mieux assoir son activité agricole comme une entreprise forte, Jean Marie ambitionne sur la base de ses économies s'acheter une moto pompe et lancer annuellement la production des poivrons de contre saison. Au bout de plusieurs tests prometteurs sur diverses cultures maraichères, le choix se porte sur le poivron.

## « J'ai encore des choses à apprendre... »

En tissant un énorme réseau local aussi bien dans sa communauté chrétienne qu'en direction des intermédiaires des marchés locaux, Jean Marie n'a plus de souci de vente. Ses produits s'arrachent en vente directe à la ferme ou à travers

un nombre précis d'intermédiaires. Il n'accorde de crédits qu'à certaines personnes et presque exclusivement sur la vente des fientes de volailles, avec un taux de recouvrement satisfaisant. « Malgré mes lacunes en matière de communication, j'ambitionne apprendre ; je sais que j'ai du mal à communiquer... mais j'ai bon espoir » conclue-t-il dans un sourire simple.

**Félix Meutchieye**, Enseignant-Chercheur (Zootechnie et Génétique Animale), Université de Dschang  
B.P : 188 Département des Productions Animales,  
FASA-Université de Dschang, [fmeutchieye@gmail.com](mailto:fmeutchieye@gmail.com)

**Edwige Sidoine Djomaha**, Enseignante-Chercheur (Agronomie et Phytopathologie), Université de Dschang  
B.P : 222 Département d'Agriculture, FASA-Université de Dschang, [djomahaedwige@yahoo.fr](mailto:djomahaedwige@yahoo.fr)

# PROMOTION DE L'AGRICULTURE ET LUTTE CONTRE L'EXODE RURAL : LA FERME DE LOKOUZOUN ET DE WILLY

Lovesse Patrice



Vue sur la ferme

Photo : Lovesse

*Au Bénin, comme dans la plupart des pays africains, le secteur agricole occupe plus de 80% de la population active, majoritairement jeune. Malgré les progrès économiques réalisés, les conditions de vie des populations rurales béninoises restent encore difficiles. Les jeunes ruraux, dont beaucoup ont quitté l'école faute de moyens financiers ou de motivation, sont les plus vulnérables et les plus durement touchés par une grande pauvreté. Le chômage y est élevé du fait de la faiblesse des dynamiques de développement local et l'initiative économique est freinée par le manque de formation et le coût de l'investissement initial. Ainsi, de nombreux jeunes désœuvrés, partent pour Cotonou, Porto Novo et dans les autres grandes villes à la recherche d'un avenir moins incertain. Cet exode vient réduire le potentiel de croissance des zones rurales en les privant de ressources humaines accentuant encore plus le phénomène de pauvreté et mettant en cause l'avenir du monde rural et de l'agriculture.*

La communauté de Lokouzoun-Willy est située dans la ville de Bohicon, à 120 km de Cotonou la capitale économique dans le chef lieu du Département du Zou et capitale historique du Bénin. Bohicon quatrième ville du Bénin est bien représentative du défi de l'intégration des jeunes dans le monde agricole et rurale. Les jeunes souffrent, en effet, des mêmes difficultés de formation, d'accès à une activité génératrice de revenus. Pourtant, les conditions sont favorables pour le développement d'une formation solide en agriculture dans cette zone rurale. En effet, avec une pluviométrie moyenne annuelle de 1200mm, une terre argilo-

sablonneuse fertile et une végétation arbustive favorable à la production végétale, l'environnement est propice pour dispenser une formation de qualité.

C'est ainsi que dès 1993, le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA), avec l'appui d'un de ses partenaires notamment Evangelischer Entwicklungsdienst Deutch (EED), s'est doté d'un domaine de 40 ha à Willy. L'aménagement de la ferme notamment la construction des équipements (salles de classes, dortoirs, etc.) a duré plusieurs années compte tenu des moyens limités du CBDIBA.

Avec cette longue expérience d'accompagnement des producteurs, le CBDIBA a bien perçu la nécessité de former les jeunes agriculteurs et les jeunes sans emploi de la localité pour les aider à s'installer. L'idée est de renforcer les capacités des jeunes ruraux afin de les outiller pour transformer leurs moyens de subsistance. L'objectif majeur est de réduire le chômage dans la région et d'encourager les jeunes à acquérir un sentiment de participation utile à la société.

A ce jour, 95 jeunes agriculteurs ont été formés aux techniques agricoles. La première promotion a été accueillie en avril 2006 avec 35 apprenants. Les deux promotions suivantes comprenaient respectivement 32 et 28 stagiaires. Sur une superficie commune de culture de 2 hectares, les stagiaires ont acquis une précieuse expérience agricole sans devoir investir pour avoir leur propre terre et leurs propres matériaux et équipements.

Par ailleurs, la ferme s'adonne à des cultures vivrières (maïs, riz, manioc etc.) et élève en permanence des lapins, des bovins, des volailles dans le cadre des travaux pratiques. Les recettes tirées de ces activités permettent de faire face à certaines charges récurrentes.

## Une démarche participative

La mise en place de ce projet a été portée par des acteurs locaux, des structures de base de la localité notamment des groupements de femmes, de jeunes déscolarisés, des caisses villageoises d'épargnes et de crédits autogérés, des unions communales de producteurs, des parents de certains jeunes. Ces acteurs locaux, ont aidé le CBDIBA dans la vulgarisation du projet auprès des jeunes, la sélection des candidats en vérifiant la réalité des données contenues dans les dossiers de candidature notamment la disponibilité de terre pour exercer après le stage, la vie au village, la pratique effective d'activités agricoles, etc. Cela a facilité le choix et le suivi des stagiaires. En outre, le Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la pêche et ses services décentralisés, les élus locaux, les jeunes

Agriculteurs de Luxembourg qui ont contribué financièrement à la réalisation du projet.

Le projet a démarré avec un diagnostic participatif des difficultés avec les jeunes, à travers des réunions, des débats publics pour identifier les solutions aux difficultés rencontrées. Tous les acteurs ont participé à ces forums qui ont permis de discuter des modalités d'accès à la ferme-école, du contenu et du processus d'encadrement des jeunes agriculteurs et du suivi post-formation. A l'issue de ce processus, un programme technique adapté destiné aux pensionnaires a été conçu, il porte sur :

- les techniques d'amélioration et de conservation du sol
- les techniques de transformation des produits agricoles
- la manipulation et l'utilisation des outillages motorisés pour la culture
- la conduite des spéculations animales comme végétales d'intérêt économique (aulacode, lapin, petits ruminants, volaille, apiculture ; soja ; riz, ananas, banane, manioc ; cultures maraichères...);
- la gestion des exploitations agricoles
- les techniques de greffage des essences ligneuses
- les techniques de conservation et de stockage des céréales et légumineuses à graines.

### RESULTATS ENCOURAGEANTS

Depuis sa mise en place, 95 jeunes agriculteurs sont formés et installés dont 20 en production végétale et 75 en production animale. 68 des 95 formés et installés ont réussi dont 53 en production animale et 15 en production végétale. Certains jeunes agriculteurs installés obtiennent des revenus annuels entre 360 000 et à 480.000FCFA. Ces résultats suscitent un engouement réel des jeunes qui se bousculent pour bénéficier des sessions de formation de la ferme. Seulement, depuis décembre 2007, le Centre n'a plu accueilli de nouveaux pensionnaires du fait de la raréfaction des ressources. Seule l'activité de suivi post-formation est actuellement réalisée sur le terrain avec les anciens stagiaires.

La ferme école aura permis de contribuer à la dimension sociale du développement du pays en renforçant les capacités de jeunes agriculteurs et en créant des pools de compétences et de spécialisations. De même, des emplois durables et attractifs ont émergé pour les jeunes ruraux qui s'installent à leur propre compte pour se prendre en charge et faire face à leurs besoins fondamentaux ainsi qu'à ceux de leurs familles.

## Le cbdiba : un espace au service du développement rural durable

Le CBDIBA est une ONG béninoise de développement créée le 13 Septembre 1990 et régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901. Il a pour ambition d'assurer une formation appropriée aux membres des organisations paysannes, aux acteurs du développement local, aux groupements de femmes et aux acteurs privés intéressés par le développement de l'agriculture.

Les domaines d'intervention du CBDIBA sont, entre autres :

- La formation et l'éducation au développement ;
- L'agriculture et l'élevage ;
- La protection de l'environnement ;
- Le développement communautaire intégré ;
- L'aménagement du territoire ;
- L'alphabétisation fonctionnelle et le français fondamental ;
- L'Education au droit, l'assistance judiciaire et décentralisation.

Le CBDIBA appuie ses partenaires locaux (OCB, groupements, associations, etc.), à la réalisation de leurs objectifs et toutes autres initiatives capables de donner une impulsion au processus de développement durable. Ainsi, à travers ses multiples interventions dans le milieu rural, le renforcement des capacités des agriculteurs en matière de production, de transformation et de gestion constitue l'une des actions prioritaires du CBDIBA.

Convaincu que le secteur agricole n'échappe pas à la réalité de l'environnement économique mondial caractérisé par la globalisation qui met en compétition tous les acteurs d'une même activité quelle que soit leur localisation dans le monde, le CBDIBA s'investit pour promouvoir la compétitivité des acteurs locaux et faciliter l'émergence de produits locaux de qualité issus de l'agriculture à des prix intéressants.



Panneau de signalisation de la Ferme Ecole de Willy

#### LOVESSE Patrice

Directeur Général du CBDIBA  
Sociologue de Développement  
Spécialiste du Développement Local, de la décentralisation et de la gestion des projets.

BP : 256 Bohicon Bénin  
Tél : 00229 22 51 10 96  
00229 95 40 78 89 / 97 27 91 33  
Email : cbdiba@intnet.bj  
Lovessep2002@yahoo.fr

# De la petite délinquance aux parcelles maraîchères

Irene Jumbo-Ibeakuzie, Jerus Uvieghara



Utiliser sa force autrement

tuer. Par conséquent, les enfants ont été confrontés dès leur jeune âge au côté sinistre de la vie dans les sociétés urbaines, avec pour résultats les grossesses adolescentes et la criminalité.» Jerus Uvieghara, Représentant du programme.

## Le maraichage ouvre de nouvelles perspectives

Le Programme de développement des ressources naturelles communautaires, appuyé par le FIDA, apporte des emplois rémunérés à des jeunes en situation difficile. Il a démarré en 2008 pour une durée de 5 ans. Ce programme couvre la plupart des Etats de la zone avec un focus sur Eto et Cross River State. Dans le premier, les communautés Iguomo et Idudolor dans la collectivité locale de Ovia North East sont concernées. Dans l'Etat du Cross River State, il s'agit des communautés Mbenkpen et Woda respectivement dans les collectivités locales de Goja et de Yala.

L'objectif de ce programme d'exploitation agricole est d'encourager des jeunes « fragiles » à se réorienter vers la culture maraîchère, apportant ainsi une réponse à un triple but : d'abord réduire la migration, puis réduire la criminalité et enfin améliorer les régimes alimentaires, et donc les niveaux de vie, des populations locales.

Dans le cadre de ce programme, une approche basée sur le développement communautaire à la base. Ainsi, la communauté Woda dans la collectivité locale de Yalla, Etat du Cross River a, comme toutes les communautés concernées par le programme, joué un rôle central dans les orientations et les choix stratégiques du programme. Les Woda sont structurés en organisations paysannes qui collaborent directement avec le programme. Ce sont elles qui choisissent les emplacements pour des activités de maraichage de saison sèche, dont la gestion associe la main-d'œuvre locale et la fourniture d'équipement. Elles contribuent activement à la sélection: 120 jeunes agriculteurs potentiels âgés de 25 à 40 ans ont été retenus, parmi lesquels 48 hommes et 72 femmes, âgés de 25 à 40 ans. Ils ont été associés au processus de préparation, comprenant l'installation des pompes à eau, l'acquisition de l'équipement et les

*Le delta du Niger, la plus vaste zone humide du continent africain, possède une grande richesse sous la forme de ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables, parmi lesquelles le pétrole, le gaz, le bitume, le bois, les produits forestiers et les espèces sauvages. Les recettes totales du gouvernement du Nigeria proviennent à 95% de l'exploitation du pétrole et du gaz de cette zone. Pourtant, la région du delta elle-même demeure en proie à la pauvreté. Lorsque le pétrole y a été découvert, en 1957, un avenir radieux avait été promis à la région. Le contraire s'est produit. Les ressources tirées de l'exploitation minières ne profitent pas aux communautés locales et l'insécurité s'est installée dans la zone. Les activités minières font une concurrence déloyale à l'agriculture qui est en déclin en termes d'investissement, de ressources humaines et d'intérêt politique. De plus, les terres agricoles et les cours d'eau sont contaminés par les fuites de gaz et de pétrole, les explosions accidentelles ou criminelles.*

De nombreux jeunes s'orientent vers une vie de délinquance pour parvenir à joindre les deux bouts dans cette partie troublée et instable du pays. Le siphonage des pipelines entraînant des accidents graves sur les populations et l'écosystème est un phénomène récurrent. «Le crime le plus courant parmi la population ciblée avant le lancement du

programme est la traite des enfants. Ils envoyaient les filles des communautés dans les grandes villes du Nigeria, comme Lagos et Abuja, pour servir d'aides ménagères. Parfois aussi elles étaient envoyées vers des pays voisins, avec la promesse d'y trouver des pâturages plus verdoyants. Mais elles se retrouvaient rapidement dans les rues, pour mendier ou se prosti-



Photo : Fidélifique

Les jeunes en pleine activités dans les parcelles maraîchères

semis. Les cours d'eau permanents ont été aménagés en vue de la production, en saison sèche, de plantes comme le grassé (pourpier tropical), le ndolé, le gombo, le potiron et le poivron.

## 24 Une parcelle et trois impacts

L'impact du programme est déjà ressenti : Grâce à leur emploi générateur de ressources, les jeunes agriculteurs trouvent moins de temps à perdre pour s'adonner à leurs forfaits. Ils sont occupés toute la journée et sont fatigués le soir. Plus que cela, ils ont le sentiment de contribuer positivement à l'amélioration des conditions de vie de leurs communautés. Cela leur a permis d'avoir une nouvelle position sociale et une nouvelle vision de leur rôle, de leur place, de leurs potentialités individuelles et collectives. Les jeunes qui participent au programme ont acquis, en effet, un véritable sentiment d'appartenance, qui leur a permis d'assumer la responsabilité de leurs parcelles de légumes. «*Protège ce qui t'appartient*», une formule populaire, aujourd'hui, parmi ces jeunes traduit bien cette évolution dans leur mentalité.

De plus, le programme a permis un renforcement des capacités des acteurs locaux dans l'identification de leurs besoins, la planification, la mise en œuvre et le suivi autonome de leurs propres initiatives. Tout cela a permis de renforcer les liens communautaires d'unité et les réseaux de solidarité favorisant un mentorat des jeunes.

«*Avant l'intervention du programme, on avait observé que les gens mangeaient parfois du gari trois fois par jour, matin, midi et soir, ce qui constituait un régime essentiellement amylicé et exclusivement composé d'hydrates de carbone*», déclare le représentant du programme, Jerus Uvieghara. «*L'une des conséquences*

### L'approche développement communautaire à la base

La meilleure façon de faciliter le développement durable des communautés rurales passe par des mécanismes qui partagent avec les communautés l'autorité et la responsabilité de planifier, de produire et de financer les biens et les services qu'ils demandent. C'est un concept dynamique, centré sur l'idée que les communautés rurales sont de droit sujettes au changement, ce qui fixe une limite stratégique aux interventions externes dans la création des conditions qui permettront la libération du potentiel de transformation socio-économique des communautés elles-mêmes.

L'approche CDD aborde des problèmes clé de la gouvernance locale dans et autour de la communauté, avec pour but d'améliorer la qualité du système de gouvernance, et les objectifs de bonne gouvernance (équité, stabilité, croissance, et utilisation efficace des ressources). Afin d'améliorer le système de

gouvernance dans les communautés, l'approche CDD propose la mobilisation des institutions communément reconnues par les membres d'une communauté pour garantir, grâce à l'animation, l'articulation du principe de « non-exclusion » (pas de discrimination envers la classe sociale élevée de la communauté sélectionnée pour l'intervention) avec le principe « d'inclusion » (assurer un rôle pro-actif aux classes les plus vulnérables de la société, aux jeunes et aux femmes). On s'attend à ce que des processus transparents de développement des consensus, combinés à des instruments d'auto-ciblage du projet, amènent une répartition plus équitable des biens et des intrants au sein de la communauté.

*Synthèse de Approche CDD (Community Driven Development) du FIDA dans les pays d'Afrique de l'ouest et du centre, Atelier sur le développement communautaire de base, Ghana 2006*

*de ce type de régime alimentaire est que les enfants paraissent en mauvaise santé et souffrent de carences vitaminiques.*» Aujourd'hui, le pourcentage des ménages qui consomment régulièrement des légumes est passé de 13% à 79% au sein de la communauté Woda dans l'État de Cross River.

Enfin, il faut noter que les niveaux de vie se sont considérablement améliorés. On a également relevé une augmentation de 25% du nombre de ménages possédant un compte d'épargne. Le groupe de

jeunes a un compte commun dans lequel une partie des revenus tirés du maraîchage est épargné en perspective de prochaines campagnes. Cela constitue un élément majeur de durabilité, puisque les organisations paysannes et les communautés s'assurent de la continuité de cette activité au-delà du programme.

**Irene Jumbo-Ibeakuzie**,  
(iibeakuzie@yahoo.com) Coordinatrice du projet,  
CBNRMP-ND Nigeria

**Jerus Uvieghara** (itisjerus@yahoo.com),



# Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie : des instruments précieux de lutte contre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire

Francesca Dalla VALLE et Peter WOBTS



Photo : Dalla FAO

Récolte de pomme de terres avec les facilitateurs

25

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO, s'emploie à améliorer le niveau de nutrition, la productivité agricole et la vie des populations rurales et à contribuer à la croissance de l'économie mondiale. Sa Division de la parité, de l'équité et de l'emploi en milieu rural (ESW) appuie ses efforts visant à promouvoir le bien-être économique et social des populations rurales pauvres. Aussi, pour relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes, cette division a lancé et suit l'approche des « Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes » (JFFLS) depuis 2004. A l'image de la Palestine, les résultats peuvent avoir un large impact.

Les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage pour les jeunes (JFFLS) associent le soutien aux possibilités d'enseignement et de formation professionnels à la promotion de l'emploi. Elles constituent une manifestation concrète de la reconnaissance croissante des liens qui existent entre l'emploi rural, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les écoles ont une méthodologie et un programme uniques, qui fournissent des compétences agricoles, vitales et entrepreneuriales dans une approche d'apprentissage expérientiel et participatif.

Une autre composante est axée sur l'emploi qui encourage et aide les diplômés des JFFLS à former des *Associations de jeunes agriculteurs (YFA)*, par lesquelles ils peuvent plus facilement accéder aux ressources et placer leurs produits sur les marchés.

## Une approche complète

Le processus JFFLS-YFA comprend trois (3) phases consécutives : une phase d'apprentissage, une phase d'emploi et une phase d'accès au marché. Au cours de la

*phase d'apprentissage*, la FAO travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'éducation chargé de l'enseignement formel du pays bénéficiaire du programme, le ministère de la jeunesse (par l'intermédiaire des clubs de jeunes ou des centres de formation professionnelle) et le ministère de l'agriculture. Au cours de la *phase de l'emploi*, la FAO agit en collaboration avec le ministère du travail, les associations d'agriculteurs, les coopératives, les entreprises agroalimentaires et les professionnels du marketing. Des efforts sont faits pour enregistrer les associations ou pour ouvrir des sections pour les jeunes dans les coopératives agricoles créées, ce qui permet aux associations d'enregistrer en leur nom propre les terres qu'elles utilisent pour les besoins de l'agriculture. La troisième et dernière phase, celle de *l'accès au marché*, au cours de laquelle la FAO intervient en étroite collaboration avec le ministère du commerce et les institutions financières et de micro crédit rurales, en vue de mettre les associations en rapport avec des prêteurs potentiels pour



Photo : Della FAO

Cérémonie de remise des certificats à Gaza strip

## 26

leur permettre d'accroître leurs activités et leur production. Dans de nombreux pays, la coopération avec les ministères du commerce et de l'agriculture a permis aux associations de jeunes d'atteindre des normes élevées de qualité notamment pour les produits de l'agriculture biologique.

Le programme a été introduit avec succès dans plusieurs pays africains ainsi qu'au Moyen Orient et en Asie. Les JFFLS-YFA ont récemment été incluses comme l'une des principales activités des programmes conjoints des Nations Unies (UN) pour "l'emploi des Jeunes et la migration" au Malawi, au Mozambique et au Soudan, ainsi que dans le programme des NU « Emplois pour la paix » au Népal. Des évaluations sur le terrain ont montré que l'approche des JFFLS-YFA permet de développer les compétences entrepreneuriales et agricoles des jeunes ainsi que leur estime de soi, les aidant ainsi à devenir des jeunes adultes sains et positifs.

### **Palestine : renforcement des capacités nationales**

L'un des résultats les plus intéressants de l'approche des JFFLS-YFA a été obtenu dans les territoires palestiniens (de Cisjordanie et de la Bande de Gaza). La situation dans ces territoires a empêché la libre circulation des biens et services et perturbé la stabilité nécessaire à une vie ordonnée. La division, plus tard, de la Cisjordanie en deux zones distinctes (à la suite des "Accords d'Oslo") a contribué à la fragmentation des interventions des Nations Unies et a constitué

un obstacle à l'approche holistique. Les jeunes palestiniens font face à un certain nombre de handicaps et d'inconvénients : un manque de possibilités d'emploi rural, la vulnérabilité à une crise de plus en plus aigue et le manque d'installations de formation agricole appropriées.

L'accès limité à la terre augmente l'insécurité alimentaire dans de nombreux foyers. Les jeunes sont particulièrement vulnérables à cela dans la mesure où ils ont besoin d'accès à des aliments nutritifs pour pouvoir grandir et se développer. Il importe d'investir dans la jeunesse palestinienne afin de faciliter l'émergence et le développement d'un Etat palestinien stable. Le développement d'une main d'œuvre de jeunes fait partie des priorités et défis les plus importants vers l'instauration d'une société pacifique et prospère. Les possibilités de formation professionnelle et d'emploi sont essentielles pour permettre aux jeunes d'apporter leur contribution à la promotion du développement national de la Palestine. A ce titre, le principal objectif de l'approche des JFFLS-YFA en Palestine a été le renforcement des capacités nationales en vue de répondre aux besoins et priorités de développement des jeunes Palestiniens, tout en répondant au besoin de développement environnemental et socio-économique durable.

Deux animateurs, choisis parmi les agents de vulgarisation, les enseignants, les travailleurs sociaux et /ou les membres des coopératives agricoles, ont reçu une formation spéciale. Ils ont utilisé cette méthodologie participative pour échanger

des connaissances agricoles et des compétences vitales et commerciales avec 15 filles et 15 garçons de différentes écoles. Ces séances de 2 ou 3 heures se tenaient deux fois par semaine, chacune d'elles

### **Quand l'agriculture attire les jeunes étudiants palestiniens**

Basel Yousef a 15 ans et fait partie des étudiants choisis pour participer au programme des Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes. Basel est originaire du village de Salem, un des deux villages qui se trouvent dans la zone d'implantation de l'école dans le district de Nablus, au nord de la Cisjordanie. L'école de Der Al Hatab compte 600 élèves âgés de 9 à 15 ans. Basel aime apprendre à travailler la terre à l'école dans le cadre de l'approche des JFFLS. Il connaît à présent les incidences des changements saisonniers sur l'agriculture, sait combien de jours il faut à certains légumes pour se développer, à quel moment arroser et irriguer la terre et le but de l'utilisation d'engrais. Basel vit à la maison avec sa mère, ses 3 frères et sa sœur, à 2 km environ de l'école, et sa famille a été enthousiasmée par son implication dans les JFFLS. Basel espère poursuivre l'apprentissage des pratiques agricoles à l'école et aller éventuellement à l'université.

ayant lieu sur le terrain, après les heures normales de classe. Le programme d'apprentissage dure une année scolaire et suit le cycle de récolte. On y enseigne aux participants les rapports entre l'agriculture, la nutrition, l'égalité des sexes ainsi que les compétences vitales et commerciales. Dans ce cours, on leur apprend non seulement à cultiver des plantes saines, mais encore à prendre des décisions éclairées pour mener une vie saine.

Les associations féminines locales étaient chargées de préparer et de servir les repas aux étudiants qui suivaient les cours. Les associations choisies bénéficiaient également d'une formation en matière de bonne pratique nutritionnelle, de santé, de chaînes de valeurs agricoles, de compétences entrepreneuriales et sur les principes fondamentaux de l'approche des JFFLS.

### Vaste adhésion des jeunes et résultats prometteurs...

Depuis 2008, environ 2 000 jeunes ont été formés à l'approche des JFFLS en Cisjordanie et à Gaza. Ils ont été par la suite regroupés dans plus de 20 associations de jeunes agriculteurs et se sont investis dans des activités allant de la transformation du miel à l'horticulture et l'élevage. Tous les jeunes agriculteurs sont membres à part entière des associations et reçoivent une part des bénéfices de leur association.

L'un des exemples les plus réussis de la phase de l'emploi vient du district d'Hébron en Cisjordanie. Ici, les diplômés des JFFLS sont venus adhérer à la Société coopérative d'Al-Shiva Hive. La coopérative

est de renommée nationale et internationale pour la production et l'exportation de miel biologique. Les étudiants ont été formés à la chaîne de valeur du miel et en ont appris aussi sur les chaînes de valeurs agricoles, l'apiculture, le maintien des ruches et la transformation du miel. Ils sont devenus membres à part entière de la Société coopérative et reçoivent une part des bénéfices à l'instar des autres membres de la coopérative.

Des expositions marketing ou « khayrat blady » sont organisées une fois l'an en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et rassemblent toutes les associations concernées (représentant les femmes et les jeunes). Les expositions donnent non seulement une occasion concrète de marketing mais aussi une chance de procéder à des échanges d'idées et de compétences. Ces manifestations permettent aux associations d'exposer et de vendre leurs produits (pains, légumes, gâteaux, fromages, broderie aux points, artisanat et bijouterie) et de passer des contrats à court et long terme avec les différents clients.

Tout au long du processus, la FAO a établi et maintenu des partenariats solides avec plusieurs ministères, l'Association pour le développement des jeunes et avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Ces liens se sont avérés essentiels dans le renforcement des capacités de l'administration publique et de la société civile. Ils ont également été fondamentaux pour l'institutionnalisation de l'approche des JFFLS et l'inclusion de mécanismes de lutte contre

le chômage des jeunes ruraux. Les liens entre les groupes de diplômés des JFFLS, les clubs de jeunes existants, les associations féminines et les groupes d'agriculteurs locaux se sont avérés essentiels pour assurer la poursuite, la reproductibilité et la durabilité des activités.

Avec le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur la réflexion est en cours sur l'introduction d'un cours d'agriculture dans le programme national que le ministère semble favoriser. Avec l'appui de la FAO, le ministère de la jeunesse a réalisé des cours d'agriculture pilotes. L'Autorité Palestinienne se rend compte maintenant des avantages de cette approche et a passé avec la FAO un accord concernant un fond unilatéral en vue d'institutionnaliser cette approche.

**Francesca Dalla Valle** est expert en matière de développement de l'emploi des jeunes à la division sur la parité, l'équité et l'emploi rural de la FAO (e-mail : francesca.dallavalle@fao.org). Peter Wobst est un économiste principal qui travaille dans cette même Division. E-mail : peter.wobst@fao.org.



Photo : Dalla Valle FAO

Session de formation en Apiculture à West Bank

Visitez  
la page web  
de AGRIDAPE  
<http://agridape.leisa.info>

## Focus...les jeunes et l'agriculture

<http://www.new-ag.info/fr>

Le monde compte environ 1 milliard de jeunes âgés entre 15 et 24 ans aujourd'hui. Beaucoup ne peuvent envisager de développement professionnel à cause de la pauvreté, la faim, une mauvaise santé ou un manque de formation. De ce fait, ils n'ont pas les compétences requises pour trouver un emploi et cherchent en vain des solutions et possibilités économiques.

Toutefois, ces jeunes gens pourraient jouer un rôle important dans le développement rural s'ils recevaient un peu de soutien et que s'ouvraient devant eux des perspectives d'emplois. Selon l'Organisation internationale du travail (ILO), le produit intérieur brut de l'Afrique sub-saharienne augmenterait de 12-19% si les jeunes étaient employés dans des activités productives.

## Analyse des matières premières : Des perspectives de plus en plus inquiétantes

[http://www.web-agri.fr/observatoire\\_marches/accueil.html](http://www.web-agri.fr/observatoire_marches/accueil.html)

Les prix sont restés orientés à la hausse, ces derniers jours, sur l'ensemble des marchés des matières premières, toujours soutenus par les inquiétudes grandissantes concernant la sécheresse. En France, au Royaume-Uni et en Allemagne, les cultures de céréales voient leurs rendements se dégrader avec le manque d'eau. Sur l'Hexagone, ce sont désormais 47 départements qui ont été placés en restriction d'usage d'eau. La situation est également très préoccupante aux États-Unis où les retards de semis perdurent. Aux inquiétudes concernant l'Europe du Nord et les États-Unis, s'ajoutent aussi des craintes concernant l'évolution des récoltes russes et ukrainiennes. Et tout cela favorise le maintien de cours très fermes. Face à cette sécheresse qui s'accroît et au manque de fourrages, les besoins en aliments pour la nutrition animale devraient progresser et entraîner un retour sensible des fabricants d'aliments aux achats. Les cours du colza se sont également fortement renchérissés, sous l'effet de la crainte d'un recul important du rendement des cultures, mais aussi de la baisse significative de l'euro qui rend la graine européenne plus attractive au niveau mondial. Pour autant, la faiblesse des marges de trituration a un effet limitant sur la hausse des cours.

## Des jeunes pour la terre

<http://www.desjeunespourlaterre.fr>



Des jeunes pour la terre est une association qui intervient auprès de jeunes burkinabés pour les insérer dans le tissu économique et social par une formation aux bonnes pratiques agricoles, et l'acquisition de l'autonomie et du sens des responsabilités. Ses principales actions s'articulent autour de la gestion de l'eau pour la bonne utilisation des investissements, une agriculture intégrée et écologique, un élevage de porcs en enclos fermés, une gestion de l'entreprise et du microcrédit et un accompagnement technique.

## Les jeunes des acp prouvent l'accommodation entre l'agriculture et les tic

<http://ardyis.cta.int/en/resources/publications/item/90-les-jeunes-des-acp-prouvent-l'accommodation-entre-l'agriculture-et-les-tic>

Dans ce lien, une expérience assez novatrice a été mise en exergue. Il s'agit du concours de rédaction du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) sur les jeunes, le Développement rural et les Technologies de l'Information et de la Communication. Il a mis aux prises les jeunes de divers pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'intérêt du concours est qu'il renseigne sur des expériences de beaucoup de pays. Le témoignage d'un des membres du jury a décliné les principaux renseignements qu'on peut en tirer dont le plus marquant est l'accommodation entre l'Agriculture et les TIC.

## Jeunesse paysanne à la recherche de stratégies communes

[http://www.viacampesina.org/fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=31:jeunesse-paysanne-a-recherche-de-strategies-communes&catid](http://www.viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=31:jeunesse-paysanne-a-recherche-de-strategies-communes&catid)

L'application du modèle néolibéral, non seulement en Amérique Latine mais aussi dans de nombreux pays pauvres de la planète, génère une série de problèmes qui sont communs aux jeunes et aux paysans indigènes et du monde rural. La migration, le manque d'opportunités pour les jeunes générations paysannes, des systèmes d'éducation non adaptés à la réalité rurale et l'absence d'appui des États pour la création de services de santé et de lieux de divertissement résumés d'une certaine façon les difficultés auxquelles est confrontée la jeunesse rurale.

La privatisation de l'éducation, imposée par le modèle néolibéral, non seulement marginalise les pauvres mais elle empêche également l'impulsion de programmes d'éducation qui répondent à la réalité du monde rural. Comme il n'existe pas d'éducation pour satisfaire les besoins du paysan, les opportunités qui s'offrent à lui s'amenuisent et il se voit contraint de migrer vers les grandes villes, où il n'a pas non plus d'alternatives. Face à l'abandon des gouvernements, ce sont les organisations paysannes elles-mêmes

qui ont mis en place des programmes d'alphabétisation et de formation de cadres dirigeants à l'effet d'initier entre les jeunes ruraux de tous les pays, un débat fructueux et une réflexion pour trouver des alternatives et définir des stratégies pour pouvoir les concrétiser.

## Jeunes dans les fermes agricoles et écoles ateliers au Sénégal

[http://www.jeunesse.gouv.sn/index.php?option=com\\_content&view=article&id=48:jeunes-dans-les-fermes-agricoles-mamadou-lamine-keita-lance-le-programme-pilote-a-sangalkam](http://www.jeunesse.gouv.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=48:jeunes-dans-les-fermes-agricoles-mamadou-lamine-keita-lance-le-programme-pilote-a-sangalkam)

Dans ce site, il est proposé différents programmes du gouvernement sénégalais concernant les jeunes en matière d'agriculture. A ce sujet, il est possible de visualiser deux programmes pilotes. Il s'agit d'une part des Jeunes dans les fermes agricoles (JFA), programme qui ambitionne de faire des volontaires de l'agriculture (Vagri) de véritables fermiers modernes, et d'autre part, des Ecoles ateliers initiées en 2010 à Saint-Louis(Sénégal) dans le cadre de la coopération espagnole, dont le but est d'engager des centaines de jeunes dans la formation et l'accompagnement à divers métiers, notamment en agriculture.

## Association Méditerranée Afrique-Solidarité

<http://mas06.com/>

Dans ce lien, il est proposé l'essentiel des activités de l'association Méditerranée-Afrique-Solidarité MAS, qui agit pour un développement solidaire des peuples en particulier dans le cadre d'une relation avec des partenaires et communautés paysannes en Afrique. L'association intervient en République Démocratique du Congo notamment dans le cadre du projet FEAGE (Ferme Ecole Agro-Ecologique) au Kivu et au Togo dans la Ferme SICHEM, unité de production agricole et lieu de formation des jeunes, située à 25 km de Lomé.

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a entrepris en 2004 les travaux d'élaboration d'une politique jeunesse en s'intéressant, dans un premier temps, à l'établissement des jeunes en agriculture. Un diagnostic de la situation des jeunes a été établi sur la base d'un recensement des différents écrits, de consultations auprès de plusieurs intervenants et d'entretiens avec des jeunes de la relève de sept régions. Un document de référence sur la situation de l'établissement en agriculture au Québec a ainsi pu être produit. Le présent document constitue une version allégée de ce diagnostic dont il présente les principaux constats, tableaux et figures.

# BIBLIOGRAPHIE

## Une agriculture pour le XXI<sup>e</sup> siècle : Manifeste pour une agronomie biologique

Matthieu Calame

Date de parution : 2007

Nombre de pages : 153

ISBN : 978-2-84377-134-7

EAN13 : 9782843771347

ECLM : DD163



On voit aujourd'hui se développer très largement la consommation et donc la production de produits biologiques, mais bien peu, parmi les producteurs et les consommateurs de ces produits, n'ont le temps d'approfondir leur démarche et d'asseoir leurs pratiques, leurs intimes convictions ou leurs réflexions personnelles dans un cadre historique plus large. C'est ce que nous propose cet ouvrage : jeter un regard sur le passé pour prendre la mesure et l'ampleur des principes sur lesquels l'agriculture biologique repose, des idées qui ont soutenu son essor, et qui fondent son altérité radicale, et la « révolution mentale » qu'elle exprime dans l'ordre du rapport des hommes à la nature. Il traite tout d'abord du positionnement de l'agronomie biologique, de sa construction, pour expliciter ensuite les difficultés d'émergence de l'agronomie biologique en tant que champ disciplinaire. Cet ouvrage est celui d'un acteur engagé à la charnière entre agriculture biologique et recherche.

<http://www.fleuruseditions.com/>

Résumé :

**NOUVELLE ÉDITION !**

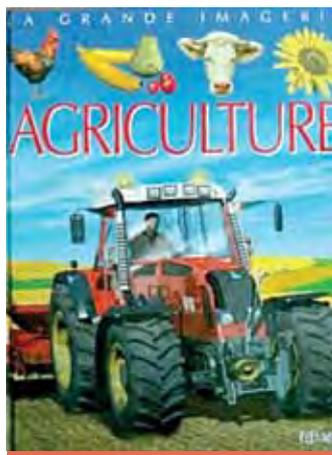
**Nouveaux textes, nouvelles illustrations.**

**Mise à jour des engins et des techniques.**

**Et toujours 13 belles images à découper.**

Mon avis :

Un très beau livre grand format : 23,5x29, 5 cm, belle couverture bien rigide avec une



belle illustration du plus célèbre engin en agriculture : le tracteur !

Cet ouvrage nous présente les méthodes de travail, les engins sous toutes leurs coutures, les cultures, comment les protéger, l'élevage, et enfin qu'est-ce qu'être agriculteur aujourd'hui ?

De belles photos, des textes clairs et précis, un indispensable à avoir dans sa bibliothèque !

Et toujours de belles images à découper pour les petits agriculteurs en herbe et tous les autres !

32 pages / 6€

## Demain, encore des jeunes agriculteurs motivés ?

Grain de sel, Revue de l'Inter-Réseaux, N°38 de Mars-Mai 2007

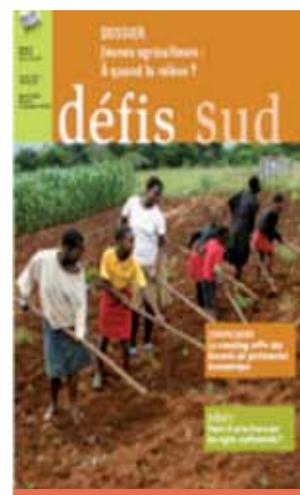


Dans son numéro 38 de Mars-Mai 2007, *Grain de Sel* consacre un large dossier sur la jeunesse africaine face à l'agriculture. Ce dossier a pu identifier les difficultés des jeunes qui se déclinent en termes d'accès à la terre, de manque de moyens et de formation dans un contexte où les enjeux sont multiples : mondialisation à marche

forcée de l'économie, communication accélérée entre monde rural et monde urbain, entre pays du Nord et pays du Sud, croissance des flux migratoires et tentatives d'intégration régionale. Autant de facteurs qui pèsent sur l'avenir du monde rural et de ses jeunes.

## Dossier : Jeunes agriculteurs, à quand la relève ?

N° 78- Bimestriel-Juillet-Août 2007, Défis Sud



Dans cette revue, il existe plusieurs articles qui mettent l'accent sur la relation entre jeunesse et agriculture avec des études de cas en Afrique francophone notamment au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal et ailleurs notamment au Brésil où des politiques de jeunesse sont passées au crible.

## Les fonctions et contraintes de l'agriculture périurbaine de quelques villes africaines (Yaoundé, Cotonou, Dakar)

Auteur : Ludovic Temple Paule Moustier Cahiers Agricultures. Volume 13, Numéro 1, 15-22, Janvier-Février 2004

L'accroissement des populations urbaines pose le problème des options d'approvisionnement à partir soit d'importations, soit de zones rurales, ou encore de zones périurbaines. Cet article met l'accent sur le rôle de l'agriculture périurbaine dans l'approvisionnement des villes, mais également sur la diversité de ses autres fonctions (économique, sociale, environnementale, paysagère). L'agriculture périurbaine est caractérisée par la spécificité et la diversité de ses systèmes de production, qui peuvent être positionnés dans des auréoles d'influence de la ville en termes de marché destinataire, de moyens de pro-

duction (foncier, travail, capital, déchets) et de pollutions. Les exploitations agricoles périurbaines sont en majorité familiales et attirent une population jeune peu qualifiée, qui en tire des revenus, soit en totalité, soit en complément d'autres activités des membres du ménage. Mais le spectre des types d'exploitations inclut également des exploitations de type vivrier, avec forte autoconsommation et, à son opposé, des exploitations à fort niveau de salariat et d'intensification. Les contraintes au développement de l'agriculture périurbaine sont nombreuses : précarité et coût de l'accès au foncier ; manque de durabilité écologique des systèmes de production ; instabilité des marchés. La recherche, notamment en agronomie et en économie, peut apporter des réponses pour réduire ces contraintes et renforcer les impacts positifs de l'agriculture périurbaine.

## Débats jeunesse Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective

PURSEIGLE François: Paris, L'Harmattan-Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, *Débats jeunesse*, 2004, 262 p. [ISBN 978-2-7475-6524-0]



Alors que l'agriculture française est en profonde mutation, ce livre présente une analyse et permet de comprendre ce qui conduit la jeunesse agricole à défendre une profession en pleine recomposition identitaire. Qui sont ces jeunes agriculteurs militants? Quels sont les mécanismes qui président leur entrée dans l'action collective? A l'heure de la mondialisation, quels territoires ces jeunes veulent-ils défendre? Comment s'engagent-ils dans le syndicalisme? Quels sont les freins à leurs engagements?

## Exploitations familiales et renouvellement des générations. L'exemple du canton de Seurre en Côte d'Or (France)

Auteurs : Sylvie Granger, André Leseigneur, Claire Gaillard.

*Cahiers Agricultures*. Volume 15, Numéro 6, 549-54, Novembre-Décembre 2006.

En France, l'installation de jeunes agriculteurs selon le modèle de l'exploitation familiale a toujours été prioritaire au niveau des lois d'orientation agricoles. L'évaluation d'un programme visant l'installation de jeunes issus de familles non agricoles a révélé, en 1997 dans le canton de Seurre (Bourgogne, France), un contexte qui leur est défavorable et une spécialisation des exploitations en productions végétales qui s'accompagne d'une pression foncière forte. Cette situation a conduit à privilégier l'installation des enfants d'agriculteurs au sein de sociétés de type parents-enfants. Le départ à la retraite des parents confronte ces sociétés familiales à deux générations au renouvellement de la main-d'œuvre et implique des stratégies d'évolution repérées en 2004. Une majorité des exploitants partant en retraite ne sera pas remplacée lorsque l'orientation vers la spécialisation végétale ainsi que l'augmentation de la productivité du travail peuvent être confortées. Dans ces situations, l'exploitation conduite et gérée en famille devient une exploitation d'origine familiale prévue pour une seule personne, le chef d'exploitation, ce qui amène à une nouvelle cohérence du fonctionnement du système exploitation-famille.

## Innover avec les acteurs du monde rural: la recherche-action en partenariat dans la série d'Agricultures tropicales en poche.

Faure, G., Gassel, P., Triomphe, B., Temple, L., Hocdé, H. CTA/Presses agronomiques de Gembloux/Quae. 2010. ISBN 978-2-7592-0607-0 (Quae); 978-92-9081-428-3 (CTA). 222pp

La recherche-action en partenariat combine production de connaissances, transformation des réalités sociales et renforcement des compétences individuelles et collectives. L'ouvrage donne les fondements de la recherche-action en partenariat en agriculture et des éléments pour mettre en pratique une telle démarche. Il souligne non seulement les questions théoriques mais aussi les questions pratiques que soulève ce triple objectif. L'ouvrage s'appuie sur un large éventail d'expériences dans l'agriculture des pays du Sud, qui illustrent comment des praticiens ont répondu aux défis d'une démarche qui est toujours à réinventer selon les contextes. Il est destiné aux chercheurs, aux techniciens du développement rural et aux représentants d'organisations du monde rural confrontés à la résolution des problèmes complexes que pose le développement rural dans les agricultures des pays du Sud.

## Peuplement, urbanisation et transformation de l'agriculture : un cadre d'analyse démo économique et spatial.

Auteur : Jean-Marie Cour *Cahiers Agricultures*. Volume 13, Numéro 1, 158-65, Janvier-Février 2004 - *L'alimentation des villes*.

Cette contribution s'intéresse aux relations ville/campagne d'un point de vue dynamique et s'appuie sur le cas de l'Afrique de l'Ouest. La première partie est un bref rappel de la transition démographique en Afrique comparée au reste du monde. Les deuxième et troisième parties montrent que l'un des principaux obstacles à la prise en compte effective des relations entre les milieux ruraux et urbains est le manque de cadre conceptuel adéquat. Dans la quatrième partie, le cadre d'analyse démo-économique et spatial utilisé dans l'Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (Waltps) est présenté ainsi que quelques unes des principales conclusions de cette étude sur les changements structurels de l'agriculture et de l'économie rurale liés à l'urbanisation. La dernière partie présente quelques implications politiques de ces analyses.

<http://www.agrisud.org/eGuide/index.html>

Après 20 ans passés à promouvoir la petite exploitation agricole familiale comme rempart aux crises alimentaires et levier de



développement dans les pays du Sud, AgriSud propose un guide des bonnes pratiques agro-écologiques. Ce recueil d'expériences a l'ambition d'être utile à tous ceux qui, sur le terrain, souhaitent faire le choix de techniques agricoles respectueuses de l'environnement, économiquement performantes, porteuses d'un développement humain, attentives à la sécurité alimentaire et à la santé des populations. Une contribution à ce vaste défi de l'accès à l'alimentation pour tous, en quantité et en qualité.

## OPINION

### Priorité à la protection des ressources halieutiques

*L'actualité récente dans de la pêche au Sénégal est dominée par la controverse sur les autorisations de pêche accordées à des navires étrangers. La gestion durable des ressources halieutiques reste une préoccupation des professionnels. M. Gaoussou Guèye, Vice Président du Conseil National Interprofessionnel pour la Pêche Artisanale du Sénégal (CONIPAS) et Secrétaire Général de la Confédération Africaine des Organisations Professionnelles de la Pêche Artisanale nous livre son appréciation sur les problématiques qui agitent le secteur et les perspectives qui se profilent à l'horizon.*

#### Quelle perception avez-vous de la crise du secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest ?

**Gaoussou Guèye :** C'est une crise extrêmement grave, aujourd'hui, d'autant que la pêche, surtout artisanale, est une base d'alimentation pour nos populations. Outre la surexploitation, nous sommes confrontés aux méfaits d'accords de pêche flous dont on n'arrive pas à cerner le véritable contenu. Certains parlent d'accords et d'autres d'autorisations de pêche, si nous prenons le cas du Sénégal avec ces fameux bateaux russes et autres. Le problème de la gouvernance du secteur de la pêche est perceptible et se pose à deux niveaux. Il s'agit d'essayer d'être plus transparent possible sur les problèmes d'accord en général, soit avec l'Union Européenne, soit avec d'autres pays. Il faut que ces accords soient transparents et que les informations soient disponibles, au vu et au su de tout un chacun, non seulement au niveau des communautés de pêcheurs mais également à l'ensemble des populations, qu'il s'agisse de la société civile, des ONG, des consommateurs voire tous les acteurs. Il y a le problème des programmes et des projets et pour tout cela, il faut qu'il y ait de la transparence à tous les niveaux, qu'on ne se limite pas tout simplement à avoir des programmes et des projets et qu'au finish qu'on ait pas l'évaluation ni la capitalisation de ces programmes et encore moins de savoir quels impacts ces programmes peuvent apporter au niveau des populations ou des communautés de pêcheurs.

#### Comment percevez-vous l'épuisement des ressources ? Est-ce dû à la surexploitation dont vous faisiez allusion face à la crise ?

**Gaoussou Guèye :** Il faut que tous ces problèmes soient pris à bras le corps. Il s'agit d'essayer une meilleure organisation du secteur. Si nous prenons le cas du Sénégal qui emprunte aujourd'hui de l'argent à la Banque Mondiale ou au Fonds Monétaire International pour restructurer le secteur ; il y a la mise en place des Comités Locaux de Pêche, mais le paradoxe aujourd'hui c'est que des autorisations de pêche soient accordées à des bateaux Russes, Ukrainiens sans que ces CLP ne soient au courant. Alors qu'on nous a fait comprendre que la mise en place des CLP visait à trouver des solutions pour une meilleure implication de la base qui doit avoir les informations nécessaires, ficeler des programmes et aller vers le haut. Aujourd'hui, le constat est que le ministère a pris des décisions

sans consultation ni concertation avec les CLP. Nous sommes donc toujours dans du top-down. C'est un grand problème. Aujourd'hui, il faut que le secteur se retrouve, dans son ensemble, avec la société civile ne serait-ce qu'une journée ou deux. Loin de revenir sur ce qu'on avait connu en 2000 dans le cadre des concertations nationales, il faut qu'on se retrouve dans un cadre de réflexion et d'orientation pour prendre la décision qu'il faut, sinon dans les années à venir nous n'aurons plus de poissons, ce qui aurait des incidences dramatiques, comme l'augmentation du chômage, la non disponibilité des revenus, la pauvreté et l'hypothèque de nos chances d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement communément appelés OMD.

Et en dehors des pêcheurs, le secteur joue un rôle extrêmement important. La pêche occupe plus de 600 000 personnes (pêcheurs, mareyeuses, femmes transformatrices). Je disais l'autre jour que même le palefrenier ou le conducteur de charrette qui vend la paille, les déchets organiques ou la fumure ont leur part de la pêche, de même que les vendeurs de glace, les femmes qui vendent le petit déjeuner, les restauratrices et gargotières, les vendeurs de sachets et autres activités s'y rattachant. Il faut penser à tous ceux qui sont liés à l'existence de la ressource qui est entrain de se raréfier. S'il n'y a plus de ressources ces gens ne pourront plus survivre. C'est toute la pêche artisanale, parce que l'essentiel du débarquement du Sénégal c'est la pêche artisanale. Il y a plus de 15 à 17.000 pirogues et si nous prenons par exemple sur chaque pirogue cinq (5) personnes à raison de 2 000 francs Cfa par personne et par jour, c'est véritablement une masse extraordinaire d'argent. Ceux qui vendent la glace, les charretiers qui assurent le transport, de même que les « pousse-pousse » et autres manutentionnaires, c'est un secteur qu'il faudra beaucoup repenser, beaucoup réorganiser, avec fermeté, et surtout essayer d'appliquer la réglementation.

#### Vous avez abordé la question de la gouvernance, il y a aujourd'hui beaucoup de bruits sur les accords ou autorisations de pêche, qu'en pensez-vous ?

**Gaoussou Guèye :** Depuis 2006 nous les avons combattus. Maintenant on les ressort sous forme d'autorisations à des Russes, à des Ukrainiens ou des Béliziens. Or, le Code de la Pêche du Sénégal ne l'admet pas du tout. La réglementation a été



31

piétinée et violée sur toute sa ligne. Le Sénégal ne peut s'inscrire dans une dynamique de lutte contre la pêche illégale et autoriser des bateaux à venir pêcher dans nos eaux et qui violent totalement la réglementation sénégalaise. Ces bateaux peuvent être affrétés par des sénégalais et à condition que les usines nationales soient sous approvisionnement. Malheureusement, c'est loin d'être le cas et ces bateaux ne débarquent pas au Sénégal. Ils font également du transbordement en mer, ce qui est encore interdit. Ils ne prennent même pas de carburant et sont entrain de léser le Port de Dakar. De plus, ces bateaux ne respectent aucune zone. Aujourd'hui, on nous dit que ces bateaux vont pêcher au-delà ou en dessous des 25.000 miles. Ce sont des prétextes fallacieux, parce que la pêche artisanale les voit. Nous avons eu des photos prises avec des portables pour vous dire qu'ils sont tous près en train de piller nos ressources. C'est net et clair. Les preuves sont là avec nous. Par ailleurs, dire que la pêche artisanale ne peut pas accéder à ces limites, c'est faux. Il y a un an ou deux ans la pêche artisanale partait jusqu'en Espagne.

#### Quelles sont les perspectives et les solutions préconisées pour le développement du secteur de la pêche ?

**Gaoussou Guèye :** C'est d'essayer d'appliquer la réglementation, respecter les plans qu'on a défini ensemble, et je crois qu'il ya de belles perspectives qui sont devant nous.

Entretien réalisé par  
Babacar Sène, AgroPasteur

## Le 20 mars 2011, dédiée à la jeunesse : Journée internationale de la Francophonie



La journée internationale de la Francophonie, édition 2011 est dédiée à la Jeunesse. Le Secrétaire générale de l'organisation a adressé un discours axé sur les défis des jeunes et la responsabilité des gouvernants et des communautés. En effet, dit-il en cette Année internationale de la Jeunesse, il est de la responsabilité des Etats et gouvernements d'initier des politiques nationales innovantes et ambitieuses en matière d'éducation, de formation, d'enseignement supérieur, d'insertion professionnelle, mais aussi d'emplois stables et qualifiés. En cette période de crise économique et politique mondialisée, il est de la responsabilité de la communauté des nations de tenir ses promesses, mais aussi de redoubler d'imagination, d'efforts et de solidarité, pour que se réalisent les Objectifs du Millénaire pour le Développement et l'aspiration des peuples à la démocratie, aux droits de l'Homme et à la paix. Car c'est bien dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables que vivent ou survivent, aujourd'hui, 87% des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

32



<http://www.20mars.francophonie.org/>  
Une-Journee-dediee-a-la-Jeunesse

## Séminaires d'interpellations : Comment faire fonctionner les marchés pour les pauvres ?



copyright Karen Hampson

De nouvelles modalités d'intégrations des pauvres aux marchés et de partenariats public privé intégrés aux filières émergent des entreprises privées promeuvent une production de qualité ou soutiennent des réseaux de recherche – innovation – diffusion. Les petites exploitations et leurs organisations peuvent bénéficier de ces types d'interventions qui stimulent l'entreprenariat. Mais ces approches ignorent souvent la vulnérabilité des petites exploitations agricoles dans ses dimensions agroenvironnementale (aléas climatiques et pauvreté des sols) ; institutionnelle (modalités d'application des règles et de prise en compte des pratiques et besoins locaux dans les politiques nationales) ; économique (exposition aux risques de marché, d'accès aux infrastructures et services, de dépendances aux acteurs amont/aval). Les exploitations doivent également affronter les exigences versatiles des marchés.

Un consortium d'ONG Européennes réunissant IIED, Hivos la SNV et d'autres institutions partenaires telles qu'ILEIA (secrétariat du réseau AgriCultureS) ont lancé une série de six séminaires d'interpellation à travers l'Europe. L'idée est de créer des espaces pour un dialogue nouveau sur les approches

marchés pour les pauvres (M4P) qui articulent les concepts et orientations aux réalités pratiques sur le terrain.

Il s'agit en fait de réunir des décideurs, des universitaires et des praticiens travaillant à l'interface entre l'agriculture familiale, les marchés et le développement, pour partager leurs analyses sur les forces et faiblesses de ces approches M4P. Ainsi, entre septembre 2010 et 2011, six séminaires se tiennent dans différentes villes en Europe autour de thématiques « provocatrices ». Les conférences d'une durée de 3 heures sont retransmises en direct avec la possibilité de réagir en temps réel sur le site Internet de l'IIED ([www.iied.org](http://www.iied.org)), et enregistrées pour vous permettre de la visionner ultérieurement.

Les prochaines conférences auront lieu à Paris, France, le 30 mars 2011 sur le thème « Faire fonctionner les marchés pour les pauvres : risques et opportunités » et le 25 mai 2011, à Manchester au Royaume Uni sur « Marchés pour les petits producteurs ou les travailleurs? »

Pour toute information et inscription, visitez le site SNV [www.snvworld.org](http://www.snvworld.org) ou contactez Sarah De Smet [sdesmet@snvworld.org](mailto:sdesmet@snvworld.org)

## Rapport de la FAO 2010-2011

### Le rôle des femmes dans l'agriculture: Comblant le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement

Dans son rapport 2010-2011, la FAO consacre la contribution des femmes dans le l'agriculture et reconnaît les disparités de genre qui en freinent l'épanouissement. L'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture y plaide notamment en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'agriculture pour augmenter la production agricole et réduire d'au moins 100 millions le nombre d'affamés dans le monde. Selon la FAO, les femmes participent de manière considérable à l'économie rurale dans toutes les régions en développement. Si les rôles qu'elles assument sont différents selon les régions, on observe toutefois partout qu'elles ont un accès plus restreint que les hommes aux ressources et aux débouchés qui leur permettraient d'être plus productives.

Un meilleur accès des femmes à la terre, aux animaux d'élevage, à l'instruction, aux services financiers et de vulgarisation, aux technologies et au marché de l'emploi rural se traduirait

par une nette augmentation de leur productivité et par une amélioration de la production agricole, de la sécurité alimentaire, de la croissance économique et du bien-être social. Si l'écart qui sépare les hommes des femmes était comblé seulement en ce qui concerne les intrants agricoles, ce seraient environ 100 à 150 millions de personnes qui échapperaient à la faim.

Il n'y a pas de solution passe-partout pour supprimer cet écart. Il existe en revanche quelques principes élémentaires universels à suivre à ce sujet: les gouvernements, la communauté internationale et la société civile doivent travailler de concert pour supprimer la discrimination légale, promouvoir l'accès de tous aux ressources et aux marchés, garantir que les politiques et programmes agricoles favorisent l'équité hommes-femmes et donner voix au chapitre aux femmes, qui sont des partenaires du développement durable au même titre que les hommes.



Parvenir à l'égalité hommes-femmes en permettant aux femmes d'être des intervenantes à part entière dans le secteur de l'agriculture n'est pas seulement juste. C'est aussi primordial pour le développement agricole et pour la sécurité alimentaire.

Versions résumé et intégrale téléchargeables : <http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>

## Etat du monde en 2011 : les innovations qui nourrissent la planète

Le Worldwatch Institute a publié récemment son rapport annuel sur l'Etat du Monde. Non encore disponible en français, ce document est quand même recommandé pour qui veut bâtir un argumentaire solide en faveur des innovations locales. Il donne également de l'espoir aux désabusés des grands programmes et projets qui ne savent prendre en compte ni les besoins réels, ni les solutions expérimentées par les communautés. Ce rapport présente en effet, des innovations locales qui peuvent contribuer à répondre à la crise alimentaire mondiale. Il aborde dans 15 chapitres, une diversité de thématiques allant de la place de l'agriculture durable, à l'accaparement des terres, la biodiversité, l'accaparement des terres, et une feuille de route pour nourrir la planète. Chaque chapitre est illustré d'expériences de terrain.



## Pour un soutien renforcé à l'implication des jeunes dans l'agriculture et les TIC



Appel lancé par les participants à l'atelier d'échange et de formation des jeunes des pays ACP sur les outils du Web2.0 pour le Développement Agricole et Rural (Accra, 7 au 11 mars 2011)

Nous, environ 30 jeunes, acteurs du développement rural, jeunes chercheurs et étudiants, représentant 18 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, avons pris part, du 7 au 11 mars 2011 à Accra (Ghana), à des débats animés sur les politiques agricoles et l'implication de la jeunesse dans ce secteur. Nous avons renforcé et partagé nos connaissances sur l'utilisation de divers nouveaux outils numériques pour moderniser le travail dans le secteur agricole. C'était à l'occasion de l'Atelier d'échange et de formation des jeunes sur les outils du Web2.0 pour le développement agricole et Rural.

Nous avons été réunis par l'initiative « Agriculture développement rural et Jeunesse dans la société de l'information » (ARDYIS), mise en œuvre par le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE (CTA) en collaboration avec plusieurs partenaires. Les sessions d'échanges, intenses, pratiques et multilingues, ainsi que l'atelier de renforcement des capacités TIC ont été organisés en partenariat avec l'Institute for Scientific and Technological Information (CSIR - INSTI) du Ghana. Nous sommes désormais motivés et préparés à partager nos compétences nouvellement acquises dans les outils avancés du web 2.0 et à soutenir le réseautage au sein de la jeunesse impliquée dans le développement agricole et rural dans nos pays.

### Du besoin de soutiens politiques

Nous croyons fortement que nos compétences nouvelles en matière d'utilisation des TIC, notre nature ingénieuse, notre enthousiasme et toute réussite que nous pourrions atteindre nécessitent des politiques agricoles tout aussi pertinentes, réfléchies, multi-dimensionnelles et dynamiques dans tous les pays ACP. Nous reconnaissons que la situation entre pays

varie mais nous partageons les mêmes réalités sur beaucoup d'aspects clés. Dans beaucoup de pays ACP, l'agriculture représente plus de 50 % du produit intérieur brut et la jeunesse, indépendamment de la façon dont elle a été définie, constitue une large portion de la population. En Afrique, plus de 60 % de la population sont actifs dans le secteur agricole. Néanmoins, l'implication de la jeunesse dans le secteur reste étonnamment bas, alors que le taux de chômage dans cette population reste particulièrement élevé.

### Recommandations politiques

Rappelant la nouvelle reconnaissance internationale de l'importance de l'agriculture pour nos pays, nous exhortons les gouvernements et institutions ACP à nous aider à prendre en charge cette problématique clé du développement, notamment en nous impliquant dans un dialogue constructif autour des recommandations politiques suivantes :

### Au sujet de l'enseignement de l'agriculture

**Recommandation 1** : Opérer une révision approfondie du contenu des programmes d'enseignement de l'agriculture dans tout le groupe des pays ACP. Ce contenu doit refléter le dynamisme du secteur agricole et doit notamment intégrer des cours et modules qui apportent aux étudiants les compétences nécessaires pour rédiger et mettre en œuvre des projets d'entreprise ; ces programmes doivent également leur permettre de pouvoir utiliser, analyser et développer des applications TIC pour le développement agricole.

L'absence de l'agriculture dans le cursus scolaire, en particulier au niveau de l'enseignement obligatoire dans certains pays ACP, est indéfendable. Le mode actuel de l'éducation dans la plupart des pays en développement est orienté vers la forma-

tion de « cols blancs », ce qui ne reflète pas le contexte économique et social pour lequel nous sommes formés. Il ne s'agit pas de suggérer que les pays ACP ne s'engagent pas dans une certaine expansion économique ; cependant les politiques éducatives ne doivent pas nier les besoins actuels de l'économie. Une des réponses consiste à encourager l'intégration significative de l'agriculture dans les programmes des écoles primaires et secondaires. Dans de nombreux cas, l'agriculture est considérée comme une composante optionnelle qui est enseignée avec peu d'enthousiasme ; son introduction généralisée et obligatoire, appuyée par des ressources appropriées, aidera à motiver les jeunes à avoir une opinion plus positive des possibilités d'emplois dans le secteur.

### Mesures incitatives pour la recherche et la formation

**Recommandation 2** : Mettre en place un ensemble adapté de bourses, de subventions d'études, de formations et de prêts de recherche à taux réduits pour les jeunes de moins de 35 ans qui sont désireux de poursuivre des études dans les domaines clés du développement agricole et rural, tels que l'agronomie, la biotechnologie, la vulgarisation agricole, la science et les technologies alimentaires, l'ingénierie agricole, la chimie agricole et la gestion de l'eau.

Présentement, dans la plupart des pays ACP, le système éducatif favorise les arts et les sciences sociales, secteurs qui, dans nos économies, se développent trop lentement pour fournir suffisamment d'opportunités d'emplois. Ceci devrait être complété avec des dispositifs d'apprentissage améliorés.

### Renforcement des capacités

**Recommandation 3** : Mettre en place et expérimenter un solide programme de vulgarisation par les pairs, adapté au contexte local, concernant les bonnes pratiques agricoles et l'agro-alimentaire ; instituer également un programme d'agents TIC pour renforcer les capacités des jeunes et nouveaux agriculteurs pour les aider à développer leurs activités commerciales, à la fois dans les régions éloignées et en zones urbaines. Ces dispositifs peuvent également être intégrés dans les programmes de service national des jeunes. Nous demandons aussi l'augmentation des allocations pour les chercheurs travaillant sur de nouvelles solutions aux défis agricoles dans les universités des pays ACP.

Notre expérience collective montre qu'un grand nombre de jeunes des pays ACP sont intéressés à poursuivre une carrière dans le domaine de l'agriculture mais qu'ils sont handicapés par des compétences, des connaissances et des possibilités de formation limitées. La résolution de ces problèmes complexes nécessite une attention urgente. Il en résultera une croissance forte des économies vu l'impérieuse nécessité de réduire les importations de produits alimentaires.

## Appui financier

**Recommandation 4 :** Créer des conditions financières claires, permettant l'octroi de micro-crédits sans garantie adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs et des développeurs de logiciels dédiés au monde rural et agricole. À court terme, nous appelons également les gouvernements des pays ACP à instaurer des fonds (prêts, dons) spécifiquement destinés aux jeunes agriculteurs et développeurs d'applications TIC.

## Généralisation de l'utilisation des TIC

**Recommandation 5 :** Mettre en place des incubateurs d'entreprises TIC dans les différentes régions au cours des cinq prochaines années pour favoriser l'émergence de réponses efficaces contextuelles et technologiques aux problèmes agricoles. Ceci viendrait en appui aux processus de décentralisation que nous exhortons les

responsables politiques des pays ACP à accélérer immédiatement. Dans ce contexte, le renforcement de capacités des agriculteurs et des formateurs, afin qu'ils puissent maîtriser les applications des TIC, est une question primordiale.

Il y a un usage relativement limité des TIC dans le secteur agricole dans les pays ACP. L'adoption des TIC et des autres nouvelles technologies dans l'agriculture est fortement tributaire des compétences des formateurs qui sont généralement des agents de vulgarisation. La formation de pool d'agents de vulgarisation très compétents est cruciale pour la mise en œuvre réussie de la recommandation ci-dessus. L'amélioration des infrastructures de communication et de transport est également nécessaire.

## Cadre juridique, égalité des sexes et jeunes marginalisés

**Recommandation 6 :** Il est vital de mettre en place des instruments juridiques pour faciliter la participation accrue des jeunes dans les TIC, en particulier les femmes, les jeunes handicapés et les jeunes marginalisés ayant les compétences adéquates et qui en manifestent l'intérêt. Nous approuvons clairement qu'il soit accordé une priorité à ces groupes dans les programmes de réforme agraire. Nous demandons également aux pays ACP d'institutionnaliser de façon significative la participation des jeunes dans la prise de décision en matière de politique agricole, en tenant pleinement compte des différents besoins

des hommes et des femmes et des défis différents auxquels ils sont confrontés. L'accès aux ressources dans les pays en développement est souvent restreint à des groupes excluant les jeunes, en particulier les femmes et les jeunes des communautés marginalisées. Cette situation est aggravée par un manque de dispositifs juridiques garantissant l'égalité des chances pour les jeunes, en particulier les femmes et les jeunes issus de milieux marginalisés. Le développement des pays ACP dépend de la création d'opportunités équitables pour tous, soutenue par des lois claires et contraignantes.

Nous reconnaissons que les recommandations faites ici ne sont pas suffisantes pour traiter la totalité des difficultés rencontrées par les jeunes agriculteurs dans les pays ACP. Néanmoins, ces six recommandations clés sont essentielles à tout effort qui entend aider à modifier l'image peu reluisante et les divers défis du secteur agricole dans le groupe ACP. Nous sommes impatients de poursuivre le dialogue avec les décideurs politiques, les militants, les jeunes agriculteurs, les chercheurs et tous ceux qui partagent notre cause.

Faisons en sorte que nos pays ACP deviennent des endroits agréables où il fait bon vivre, apprendre, travailler, que nous allons développer et que nous pouvons fièrement appeler notre demeure ! A l'image de la déclaration récente d'un dirigeant de l'Union Africaine, nous proclamons « Commençons à nourrir les ACP à travers les nouvelles technologies : AGISSONS MAINTENANT ! »

## AGRIDAPE : Un numéro Spécial

AGRIDAPE en collaboration avec le Réseau Billital Maroobe (RBM) avec l'appui de certains partenaires (notamment Oxfam International et IRAM Association) lance un numéro spécial Crises Pastorale 2009/2010 : performances des éleveurs et performance des politiques.

Cette question occupe une place de plus en plus importante dans le débat sur les politiques de développement des pays de la sous-région. L'intérêt accordé au pastoralisme s'explique par le fait que les mutations socio-économiques en cours contribuent à faire de l'élevage un pôle important d'activités dans les économies des pays ouest africains.

Les systèmes pastoraux se caractérisent par leur diversité et leur aptitude à s'adapter aux mutations qui affectent les écosystèmes, révélatrices du dynamisme de communautés qui sont restées fidèles à un mode de vie ancestral, tout en parvenant à tirer profit des innovations en matière de santé animale, de complémentation alimentaire et de transformation des

produits animaux. Pourtant, la dernière sécheresse, celle de 2009 aurait affecté, selon certaines estimations, près de dix millions de personnes dans cinq pays sahéliens parmi lesquels trois ont été durement éprouvés (Niger, Tchad et Mali).

Face à cette situation, le Réseau Billital Maroobe (RBM) avec l'appui de certains partenaires (notamment Oxfam International et IRAM Association) s'est investi pleinement pour alerter (organisation de conférences de presse, publication de communiqués et envoi de lettres ouvertes aux dirigeants politiques, etc.). Malgré les efforts, pour alerter l'opinion publique et juguler les effets de cette crise, les réactions des Etats, des partenaires au développement et des institutions d'intégration n'ont pas été à la hauteur des défis qui se posent. Tenant compte de cette situation, le RBM a réalisé une étude dans quatre pays sahéliens (Niger, Tchad, Mali et Burkina Faso) sur la perception de la crise de 2009/2010 par les éleveurs, ainsi que sur la performance des dispositifs publics.



Pour recevoir ce numéro spécial, envoyez un mail à :

[agridape@orange.sn](mailto:agridape@orange.sn)

## Forum Social Dakar 2011: Agridape y était

Le Sénégal a accueilli du 6 au 11 février 2011, le Forum Social Mondial. Ils seraient environ 100 000 participants à s'être croisés sur le campus l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Le FSM 2011 a démarré par une marche colorée et une ambiance chaleureuse à travers les rues de la capitale sénégalaise.

Malgré des problèmes de logistiques sans précédents, toutes les causes ont pu s'exprimer au gré des tentes forums et les stands installés un peu partout dans l'espace universitaire. Des événements parallèles organisés dans Dakar et dans les autres régions du Sénégal. 900 ateliers ont été animés sur des thématiques extrêmement variés dont le changement climatique, l'accaparement des terres, les violences faites aux femmes, les droits des migrants, la gouvernance, l'agriculture durable, la pêche, la gestion des connaissances, etc... Le fil conducteur était de revisiter tous les concepts et les thématiques

émergentes sous le prisme de l'égalité des chances, de l'équité, de la participation, du respect de la diversité, de la démocratie : tous les principes fondamentaux pour un monde nouveau et meilleur !

IED Afrique y était, témoignant par ces différents programmes dont AGRIDAPE, qu'une autre perspective de développement est également possible, basée sur la participation et la prise en compte de tous les acteurs. AGRIDAPE a enregistré un record d'inscriptions avec plus de 300 abonnements. Des connections ont été également établis pour les autres éditions régionales du réseau AgriCultureS.

Demba Moussa Dembélé, directeur du Forum africain des alternatives et membre de l'organisation du FSM retient : «*Nous sommes très satisfaits, nous explique-t-il avec ferveur. Tout d'abord la participation démontre la vitalité du mouvement altermondialiste, contrairement à ce qu'affirme*

*la grande presse*», développe cet économiste de l'Université de Dakar. «*Ensuite, la qualité des débats qui ont eu lieu est indéniable. Et puis regardez cette foule !, nous enjoint-il en tournant le dos à la scène pour faire face à l'esplanade. Cette joie de vivre, cet enthousiasme, voilà ce qui me restera de ce Forum de Dakar*», poursuit-il. «*Une foule qui croit en un avenir meilleur, une foule qui vous dit 'Voilà, nous sommes l'Humanité nouvelle, réunie ici en Afrique, berceau de l'Humanité'*».

On pourra écrire et penser ce qu'on veut de ce Forum social et des ses couacs. Mais il restera l'indéniable énergie qui se dégage de ces dizaines milliers de personnes réunies pour partager une conviction simple et profonde : «*Un autre monde est possible*».

Source : rapport de CADTM <http://www.cadtm.org/Forum-social-2011-enthousiasme>

